

Société Anonyme
Au capital de 4 625 001 €

Siège social : 2, rue du Centre
93885 NOISY-LE-GRAND CEDEX

R.C.S. B 382 824 738

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 18 FEVRIER 2010

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2009.

Les convocations prescrites vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

1. Activité et Situation pendant l'exercice écoulé

1.1. Activité et Situation du groupe PARSYS au cours de l'exercice

Le groupe, qui est composé de la société PARSYS SA et de LAUREA ITALIA SRL, (laquelle est consolidée par mise en équivalence), présente un chiffre d'affaires consolidé de 15,1 ME contre 18,9 l'exercice précédent, pour un résultat opérationnel courant de -1,2 ME contre -0.8 ME l'exercice précédent.

La marge opérationnelle s'établit à 3,8 ME (24,2 % du CA) contre 5,6 ME (29,6 % du CA) l'exercice précédent. Cette diminution de la marge est contrebalancée dans une moindre mesure par une baisse des charges externes et des frais de personnel sans pouvoir enrayer la diminution du résultat opérationnel.

Les autres produits et charges opérationnels non courants proviennent pour l'essentiel :

- du gain sur litige EFSI (Cf ci dessous)
- des abandons de créance des créanciers.

Ils permettent au résultat opérationnel d'être positif de 10,2 ME

Compte tenu de frais financiers de 0,4 ME, consécutifs à l'actualisation des dettes à long terme pour 0,5 ME et d'une charge d'impôt différé de 2,6 ME, le résultat consolidé s'établit à 6,7 ME.

Activité Location

Elle génère l'essentiel du chiffre d'affaires, soit 15 ME cet exercice contre 19 l'exercice précédent. Il est à noter néanmoins que cette baisse est surtout imputable au premier semestre (baisse de -54%) alors que le deuxième semestre a connu une croissance de 17%.

Dans le même temps, la Marge Brute, calculée après amortissements et provisions sur stocks et matériels autoportés, a diminué (3.3 M€ vs. 5.3 M€ pour l'exercice 2007/2008). La baisse du taux de marge est due au fait que PARSYS commence à reconstituer sa base de clientèle, ce qui augmente la part des nouveaux clients au détriment des fins de contrat.

Activité Télémedecine

Cette activité est encore en phase d'investissement. Elle a généré sur la période un chiffre d'affaires de 130 KE et une marge de 80 KE

Activité de LAUREA ITALIA SRL

Fin septembre 2009, PARSYS a acquis 45 % de la société LAUREA ITALIA SRL dont l'activité est la location courte durée et le remarketing.

Cette société a enregistré des produits d'exploitation de 426 KE au cours de son dernier exercice (clos au 31/08/09) pour un résultat positif de 5 KE.

Etat des dettes

PARSYS est dans la cinquième année de son plan de continuation, prononcé le 7 juillet 2004 par le Tribunal de Commerce de Bobigny. Le passif au 30/09/09 qui résulte de l'arrêté définitif des créances par le juge commissaire, se monte à 9.780 KE.

Au cours du second semestre, a été demandée par la société une modification substantielle de son plan de continuation. Dans ce cadre il a été présenté aux créanciers deux options :

- option 1 : règlement immédiat du solde de leur créance contre un abandon de créance de 60%.
- option 2 : règlement du solde de la créance initiale, soit 76% selon 4 premières annuités de 5/76 de la créance initiale et 2 dernières de 28/76 de cette même créance.

Le Tribunal de Commerce de Bobigny a accepté cette modification de plan le 3 juillet 2009. Il s'en est suivi les conséquences suivantes pour les créanciers :

- Ceux ayant opté pour l'option 1 représentant une valeur de créance de 2.522 KE ont été payés à hauteur de 1.009 KE après avoir abandonné leurs créances pour une valeur de 1.513 KE
- Ceux ayant opté pour l'option 2 ont vu leur créance ré-étalée selon le plan indiqué ci-dessus.

Au 30/09/09, la cinquième échéance du plan a été payée en partie, étant précisé que seul le règlement de la partie non encore exigée a été différé.

Le montant total non encore réglé au titre de la cinquième annuité inclut essentiellement des créanciers pour lesquels PARSYS est en cours de négociation pour obtenir des abandons de créance complémentaires.

Litiges en cours

Les procédures significatives en cours ont évolué de la façon suivante au cours de l'exercice :

- Procédure contentieuse engagée à l'encontre des cédants de la société EFSI acquise en 1999

Dans le cadre de ce contentieux, la cour d'appel de Paris a condamné le 12/03/2009 la partie adverse, LEASE PLAN, à payer à PARSYS une indemnité de 10,3 ME. Cette décision fait suite :

- o à une sentence arbitrale du 7 avril 2005 qui avait condamné la partie adverse à verser à PARSYS une indemnisation d'un montant de 4.204 K€ (cette indemnité qui avait fait l'objet d'un encaissement, n'avait pas été inscrite en produit en l'attente de la décision définitive d'appel).
- o à un premier arrêt du 6 juillet 2006 rendu par la cour d'appel qui avait décidé la nomination d'un expert.
- o au rapport de l'expert remis à la cour le 5 mai 2008.

Le solde de l'indemnité, soit 6.1 ME a été encaissé en avril 2009. L'indemnité complète, soit 10.3 ME a été prise en produit sur l'exercice.

La partie adverse s'est pourvue en cassation de cette décision d'appel. PARSYS considère que ce pourvoi n'a aucune chance de prospérer.

- Procédures engagées par SANIMAT contre PARSYS :
 - o pour concurrence déloyale : PARSYS a été condamné en première instance à verser 310 KE. Appel a été formé par PARSYS. Ce montant qui était provisionné au 30/09/08 a été versé au cours de l'exercice.
 - o pour contrefaçon : SANIMAT a été débouté en 1^{ère} instance de la plupart de ses demandes. Certaines sont encore en cours d'examen.
- Assignation contre la CARMI Nord Pas de Calais pour résiliation abusive de contrat.

Une assignation (pour un montant supérieur à 4 ME) a été lancée contre la CARMI Nord Pas de Calais aux fins d'indemnisation du préjudice résultant de la résiliation abusive du marché remporté par sa filiale PARSYS Santé (absorbée depuis lors).

1.2. Activité et Situation de la société PARSYS au cours de l'exercice

Nous vous présentons par ailleurs les éléments complémentaires suivants en ce qui concerne les comptes sociaux de la société PARSYS SA arrêtés au 30 septembre 2009. Nous rappelons en préambule que cet exercice est le premier exercice après absorption par la société PARSYS SA de sa filiale PARSYS Santé : les éléments du compte de résultat intègrent ainsi cette année les résultats des deux activités de location informatique et de santé (alors qu'ils n'intégraient que ceux de l'activité de location informatique en 2007/2008).

- Le chiffre d'affaires s'est établi 15,1 ME, contre 19,0 M€ pour le précédent exercice.
- L'analyse par activité est identique à celle présentée au niveau des comptes consolidés
- Le résultat d'exploitation ressort négatif, à - 1,19 ME, contre + 0,5 ME au 30 septembre 2008. Comme présenté ci-avant, la baisse du chiffre d'affaires n'a été que partiellement compensée par les efforts réalisés en matière de limitation des charges de structure.

- Après un résultat financier de +49 KE (contre -452 KE l'exercice précédent), et après prise en compte d'un résultat exceptionnel de + 11,5M€ (contre + 0,1 ME) et d'un produit d'impôt de +0,2 ME, le résultat net de la société PARSYS SA s'établit à + 10,5 ME au 30 septembre 2009, contre +0,1 ME pour le précédent exercice.

Dans le cadre de ses activités en matière de recherche et développement, qui ont porté notamment sur l'ajout de fonctionnalités au produit Telecardia, la société PARSYS a comptabilisé à l'actif de son bilan un montant complémentaire de frais de développement de 413 K€ (en complément des 987 KE précédemment comptabilisés). La valeur nette comptable au 30 septembre 2009 des frais de développement à l'actif de la société s'établit à 1,0 ME.

2. Progrès réalisés et difficultés rencontrées pendant l'exercice écoulé

2.1. Un marché locatif en décroissance

Le redémarrage de l'activité locative reste freiné par la situation bilancielle de la Société et le contexte économique perturbé que traverse l'économie française.

2.2. Une diminution des fins de contrats

La part des fins de contrats dans l'activité diminue avec la baisse de la base installée. Elle est en partie compensée par un redéploiement vers l'activité Serenity (activité « clé en main » visant à permettre une revalorisation les parcs informatiques), qui génère une part importante de l'activité remarketing.

2.3. Activité Télémédecine

La société a réalisé un important effort de recherche pour développer le marché de la télémédecine.

Néanmoins cette activité doit toujours être considérée comme en phase de démarrage, l'acceptation par le marché de ces nouvelles technologies étant excessivement lente.

3. Analyse de la situation financière du groupe

La trésorerie disponible s'établit à 3.087 K€ au 30/09/09 contre 578 K€ au 30/09/2008.

Le montant reçu dans le cadre de la procédure contentieuse relative à EFSI, soit 10,3 ME, a permis :

- d'améliorer la trésorerie de 2,5 ME
- de désendetter la société à hauteur de 4,7 ME, dont le remboursement des créanciers pour 3 ME
- d'effectuer des investissements pour 1,2 ME (y compris les matériels autoportés)
- de financer les pertes et le BFR pour 1,6 ME

Le passif de règlement judiciaire se monte à 9.780 K€ au 30/09/09 contre 14.319 K€ au 30/09/08. Le passif échu au 30/09/09 se monte à 150K€. La prochaine échéance du plan s'élèvera à 672 KE.

4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Le volume de chiffre d'affaires sur le premier trimestre est en croissance de 32%.

Les volumes en location sont en croissance par rapport à la même période 2008/2009 avec une marge en baisse mais en phase avec les objectifs. Les relais de croissance pour l'activité remarketing se mettent en route, et les prises de commande pour la santé sont supérieures à l'année précédente.

5. Risques de PARSYS SA

5.1 Relatifs à l'activité

- L'activité centrale de PARSYS étant d'acheter des biens, de les louer et de céder les biens et les contrats de location à un re-financeur, dès lors s'il y avait négligence dans le suivi des achats, ces derniers pourraient ne pas être revendus, générant de ce fait une perte de marge. Pour faire face à ce risque, PARSYS a mis en place un système informatique performant permettant le suivi individuel des achats par contrat. Néanmoins eu égard à la spécificité de certaines demandes des clients, des suivis individuels sont parfois nécessaires ce qui génère un risque couvert par une analyse régulière des achats en attente de refacturation par le service comptable.
- Dans certains cas, si le refinancement de matériels neufs s'avère impossible, PARSYS loue directement ces biens à ses clients. Dans ce cas, la société assume le risque du loueur. Au 30/09/2009, ces contrats dits « autoportés » représentent une valeur nette comptable de 635 K€ laquelle est couverte par des engagements des clients de verser des redevances de location pour une valeur supérieure.

A noter à ce titre que, compte tenu de la situation financière de la société, la rupture des relations commerciales avec les principaux établissements financeurs créerait des difficultés pour la société dans la mesure où ses moyens financiers afin de porter les matériels sont limités.

- En fin de contrat entre le re-financeur et le client, PARSYS achète la valeur résiduelle des matériels auparavant sous contrat. Un premier risque consiste dans le suivi de ces matériels présent à la fin du contrat dans les locaux du client. Le système informatique permet un suivi de l'état de chaque matériel et la facturation du client selon les dispositions contractuelles ou les négociations commerciales effectuées. Le deuxième risque est la reprise au client de matériels qui ne s'avèreraient pas vendable sur le marché de l'occasion. Pour faire face à ces deux risques, la société a mis en place un système de dépréciation en comptabilité des stocks de valeurs résiduelles qui aboutit à une provision à 100% des matériels de plus d'un an.
- PARSYS s'est engagé auprès des re-financeurs à acheter à la fin des contrats les valeurs résiduelles desdits contrats. L'engagement est de 115 K€ au 30/09/2009. Le seul risque serait lié à une évolution technologique brutale qui rendrait obsolète ces matériels lesquels à ce jour permettent de dégager globalement une marge appréciable pour la société. L'importance de cette marge rend à notre sens inutile une estimation des prix de revente futurs de ces matériels.
- PARSYS assume le risque de recouvrement de ses créances clients. En particulier l'application des clauses contractuelles liées aux fins de contrat peut nécessiter des négociations, voire des recours contentieux allongeant les délais de paiement. Au 30/09/09, les risques de non recouvrement estimés ont fait l'objet de provisions.

5.2 Relatifs au recouvrement de certains actifs

- La société dispose d'actifs incorporels issus de l'activité santé pour un montant net global de 2.593 KE. Des tests ont été réalisés afin de s'assurer que les flux de trésorerie futurs couvriront la valeur de ces actifs. Néanmoins les hypothèses prises pourraient s'avérer plus défavorables que prévu.
- La société dispose d'un stock de matériel médical de 1.100 KE. La valeur de ce stock a été comparée aux perspectives de ventes futures. Si elles s'avéraient plus défavorables que prévues, la valeur de ce stock pourrait être remise en cause.

5.3 Relatifs au règlement de certaines dettes

- Le respect des échéances du plan de continuation dont le montant au 30/09/09 se monte à 9.780 K€ est lié à la capacité de la société à développer la reprise des volumes d'investissements de ses clients, à développer les activités liées à son cœur de métier et à s'ouvrir à de nouvelles activités commerciales et de la capacité de PARSYS SANTE à développer ses ventes. Afin de réagir au plus près de l'évolution de la société, un contrôle budgétaire mensuel est examiné par le directoire.

6. Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir

- Activité

Dans le domaine de la santé, la Société espère finaliser dans l'exercice plusieurs projets importants lui permettant de tendre vers l'équilibre financier

L'activité location devrait connaître une croissance grâce à une relance de sa base de clientèle s'appuyant sur de nouveaux produits innovants (audits économiques et écologiques).

- Echéance de juillet 2010 dans le cadre du plan de continuation

Le montant à rembourser se montera à 672 Keuros.

7. Conséquences environnementales de l'activité

Le recyclage des matériels mis au rebut par le CTE est assuré par le prestataire spécialisé Valdelec. Il garantit le recyclage selon les normes en vigueur et fournit un certificat adéquat.

La société a obtenu en mai 2009 la certification ISO 14001.

8. Activités de recherche et de développement

L'essentiel de l'activité de recherche-développement a été réalisé au sein de l'activité santé : les travaux ont notamment porté sur le développement de fonctionnalités complémentaires pour le produit Telecardia, afin d'élargir la cible de prospects.

9. Capital

Actionnaires	En nombre d'actions	En capital	En droits de vote	
	(en pleine propriété)	En % du capital	En nombre de droits de vote	En % de droits de vote
M Jean-Louis SCHMITLIN (1)	1 172	0,08 %	2 344	0,10 %
Mme Anne SCHMITLIN	1	NS	2	NS
M Marcel SCHMITLIN (2)	1	NS	2	NS
M Camille DE MONTALIVET (2)	150	0,01 %	300	0,01 %
M Jean-Marie DESCARPENTRIES (2)	1	NS	2	NS
SCPS	838 100	54,36 %	1 676 200	70,38 %
Divers nominatifs	457	0.03 %	914	0.04%
Public	701 785	45,52%	701 785	29,47%
TOTAL	1 541 667	100%	2 381 549	100%

(1) Président du Directoire,

(2) Fonctions exercées au sein du Conseil de surveillance,

Conformément aux dispositions de l'article L233-13 du Code de commerce, nous attirons votre attention sur le fait que la société SCPS détient plus de la moitié du capital et des deux tiers des droits de vote de la société PARSYS.

10. Evolution boursière du titre

Pour mémoire, 45,52 % du capital est mis à disposition du public sur les marchés financiers.

Le graphique ci-dessous retrace l'historique de l'évolution de l'action Parsys du 30/09/08 au 16 novembre 2009.



SOURCE : WWW.BOURSORAMA.COM

11. Participation des salariés dans le capital de la Société

Néant.

En outre, aucune participation des salariés n'est due au titre de l'exercice, le résultat de la période faisant apparaître une perte fiscale.

12. Prises de contrôle

Comme indiqué au 1. Acquisition de 45% de LAUREA ITALIA SRL

13. Sociétés contrôlées et cession de participations

Cf ci dessus.

14. Conséquences sociales de l'activité

14.1 Effectifs

L'effectif au 1^{er} Octobre 2009 est de 38 salariés, réparti de la manière suivante :

Répartition par catégories professionnelles Selon les différents contrats de travail								
	CDI		CDD		Intérim		Autres contrats	
Cadres	H : 19	F : 5	H	F	H	F	H	F
Employés	H : 8	F : 5	H : 1	F	H	F	H:	F

Répartition selon l'âge par catégorie professionnelle								
	Moins de 30 ans		Entre 30 et 40 ans		Entre 40 et 50 ans		Plus de 50 ans	
Cadres	H : 1	F : 0	H : 6	F : 0	H : 7	F : 2	H : 5	F : 3
Employés	H : 1	F : 0	H : 3	F : 5	H : 3	F : 0	H : 2	F : 0

Données sur l'organisation du travail							
	Temps complet	Temps partiel		Travail de nuit	Travail posté	Travail du week-end	Horai res varia bles
		< 50%	> 50%				
Hommes	27	1					
Femmes	7		3				

14.2 Formation

Au cours de l'exercice 2008-2009, l'essentiel des formations a été réalisé en externe notamment pour améliorer les compétences dans l'utilisation des outils bureautiques pour le personnel administratif et commercial, et dans la manipulation des engins de levage pour les manutentionnaires du centre technique.

15. Résultats et affectations

L'exercice écoulé se traduit par un bénéfice social de 10.594.823 €, que nous vous proposons d'affecter au report à nouveau.

16. Distribution de dividendes

Nous vous rappelons en outre qu'au titre des trois derniers exercices il a été distribué les dividendes suivants :

Exercices clos le	Dividendes	Avoir Fiscal / abattements	Revenu réel
30/09/07	0,00 €	0,00 €	0,00 €
30/09/08	0,00 €	0,00 €	0,00 €
30/09/09	0,00 €	0,00 €	0,00 €

17. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport, est joint, conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de notre société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

18. Conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de Commerce

La liste des conventions donnant lieu à application de l'article L. 225-86 du Code de commerce a été communiquée à vos Commissaires aux comptes conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Ceux-ci vous les relatent dans leur rapport spécial.

19. Conventions visées à l'article L. 225-87 du Code de commerce

La liste des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales a été tenue à votre disposition et communiquée dans les délais légaux.

20. Informations concernant les mandataires sociaux

Etant rappelé que Monsieur Jean-Marie DESCARPENTRIES assume les fonctions de Censeur auprès du Conseil de surveillance ayant voie consultative, figure ci-après la liste des mandats et fonctions exercés dans toute Société par les mandataires sociaux de PARSYS.

Monsieur Jean-Louis SCHMITLIN, Président du Directoire :
Président du Directoire de PARSYS

Monsieur Michel PRECHACQ, Membre du Directoire :
Membre du Directoire de PARSYS

Monsieur Camille de MONTALIVET, Président du Conseil de surveillance :
Président du Conseil de surveillance
Gérant de CDM CONSULTING

Monsieur Marcel SCHMITLIN, Membre du Conseil de surveillance :
Membre du Conseil de surveillance de PARSYS

Monsieur Pierre ACHARD, Membre du Conseil de surveillance :
Membre du Conseil de surveillance de PARSYS

21. Attribution d'actions gratuites

Néant

22. Jetons de présence

A titre de jetons de présence, nous vous proposons d'attribuer une somme totale de 26 K€ au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2009 à répartir entre les membres du Conseil de Surveillance.

23. Actions propres

Néant

24. Présentation des comptes annuels

Nous allons soumettre les comptes annuels à votre approbation.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

Nous vous demanderons enfin de vous prononcer sur le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement que nous avons engagées au cours de l'exercice écoulé, dont le montant global s'élève 739 €.

Nous allons également soumettre à votre approbation les comptes consolidés établis nouvellement cet exercice conformément au référentiel IFRS.

Vos Commissaires aux Comptes vont maintenant vous relater dans leurs rapports, l'accomplissement de leur mission.

Ensuite, nous vous inviterons à adopter les résolutions que nous soumettrons à votre vote.

LE DIRECTOIRE

PARSYS
2, rue du centre
93160 Noisy le grand



Etats Comptables et Fiscaux

30/09/2009



OCA
63 Avenue de Villiers
75017 Paris
Téléphone : 01 40 54 98 80



Bilan ActifPériode du 01/10/08 au 30/09/09
Edition du 18/12/09

PARSYS

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 30/09/2009	Net (N-1) 30/09/2008
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	1 400 381	394 868	1 005 512	789 737
Concession, brevets et droits similaires	110 328	89 236	21 092	28 687
Fonds commercial	1 586 576		1 586 576	1 586 576
Autres immobilisations incorporelles	631 233	626 955	4 278	6 629
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 728 518	1 111 059	2 617 459	2 411 629
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	14 483	14 483		
Installations techniques, matériel et outillage industriel	75 157	64 302	10 855	12 845
Autres immobilisations corporelles	3 201 880	2 342 486	859 394	942 625
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	3 291 520	2 421 271	870 249	955 470
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	4 500		4 500	
Créances rattachées à des participations	65 500		65 500	
Autres titres immobilisés				
Prêts	21 722		21 722	21 722
Autres immobilisations financières	83 616		83 616	114 198
TOTAL immobilisations financières :	175 338		175 338	135 920
ACTIF IMMOBILISÉ	7 195 376	3 532 330	3 663 046	3 503 019
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	283 596		283 596	283 596
Stocks d'en-cours de production de biens	816 503		816 503	850 176
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises	643 842	112 924	530 918	871 269
TOTAL stocks et en-cours :	1 743 941	112 924	1 631 017	2 005 041
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	8 757 037	163 233	8 593 804	1 817 950
Autres créances	1 460 243		1 460 243	1 301 501
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	10 217 279	163 233	10 054 047	3 119 452
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 908 895		2 908 895	433 996
Disponibilités	318 242		318 242	4 413 447
Charges constatées d'avance	109 372		109 372	84 117
TOTAL disponibilités et divers :	3 336 509		3 336 509	4 931 560
ACTIF CIRCULANT	15 297 729	276 157	15 021 573	10 056 053
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	22 493 106	3 808 487	18 684 619	13 559 072

Bilan Passif

PARSYS

Période du 01/10/08 au 30/09/09
Edition du 18/12/09

RUBRIQUES	Net (N) 30/09/2009	Net (N-1) 30/09/2008
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	4 625 001	4 625 001
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	6 431 369	6 431 369
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	282 031	282 031
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	(23 677 983)	(23 822 166)
Résultat de l'exercice	10 594 823	144 182
TOTAL situation nette :	(1 744 759)	(12 339 582)
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	(1 744 759)	(12 339 582)
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		

DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 228 740	5 195 368
Emprunts et dettes financières divers	234 864	2 131 471
TOTAL dettes financières :	3 463 604	7 326 839
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 193 190	4 454 222
Dettes fiscales et sociales	6 025 115	6 756 510
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 222	
Autres dettes	2 121 196	5 733 148
TOTAL dettes diverses :	16 344 724	16 943 880
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	26 760	201 419
DETTES	19 835 088	24 472 138

Ecarts de conversion passif		
-----------------------------	--	--

TOTAL GÉNÉRAL	18 684 619	13 559 072
----------------------	-------------------	-------------------

Compte de Résultat (Première Partie)

Période du 01/10/08 au 30/09/09
Edition du 18/12/09

PARSYS

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 30/09/2009	Net (N-1) 30/09/2008
Ventes de marchandises	13 035 856		13 035 856	16 363 176
Production vendue de biens				(24 607)
Production vendue de services	2 081 604		2 081 604	2 694 323
Chiffres d'affaires nets	15 117 460		15 117 460	19 032 892
Production stockée			413 210	
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 679 519	436 136
Autres produits			27 412	43 527
PRODUITS D'EXPLOITATION			17 237 600	19 512 556

CHARGES EXTERNES			
Achats de marchandises [et droits de douane]		11 691 818	13 696 934
Variation de stock de marchandises		1 302 189	14 813
Achats de matières premières et autres approvisionnement		20 310	3 674
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]			
Autres achats et charges externes		1 962 722	1 627 361
TOTAL charges externes :		14 977 039	15 342 782
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS		205 023	205 565
CHARGES DE PERSONNEL			
Salaires et traitements		1 662 448	1 693 919
Charges sociales		764 764	770 589
TOTAL charges de personnel :		2 427 212	2 464 508
DOTATIONS D'EXPLOITATION			
Dotations aux amortissements sur immobilisations		706 695	435 611
Dotations aux provisions sur immobilisations		904	9 870
Dotations aux provisions sur actif circulant		71 624	35 697
Dotations aux provisions pour risques et charges			219 967
TOTAL dotations d'exploitation :		779 224	701 146
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		40 677	302 093
CHARGES D'EXPLOITATION		18 429 175	19 016 095
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		(1 191 575)	496 461

Compte de Résultat (Seconde Partie)

Période du 01/10/08 au 30/09/09
Edition du 18/12/09

PARSYS

RUBRIQUES	Net (N) 30/09/2009	Net (N-1) 30/09/2008
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(1 191 575)	496 461
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		113 799
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	115 931	321 605
Reprises sur provisions et transferts de charges		143 000
Différences positives de change	81	(70)
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	15 156	30 010
	131 168	608 344
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		4 375
Intérêts et charges assimilées	82 174	1 056 140
Différences négatives de change	84	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	82 257	1 060 515
RÉSULTAT FINANCIER	48 911	(452 171)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(1 142 664)	44 290
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 913 014	80 722
Produits exceptionnels sur opérations en capital	10 751	1 341
Reprises sur provisions et transferts de charges	8 882 054	2 142 641
	19 805 820	2 224 703
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 518 405	233 188
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 439 734	3 061
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	307 799	1 888 562
	8 265 938	2 124 811
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	11 539 882	99 892
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	(197 606)	
TOTAL DES PRODUITS	37 174 588	22 345 603
TOTAL DES CHARGES	26 579 765	22 201 421
BÉNÉFICE OU PERTE	10 594 823	144 182

Annexes aux comptes sociaux au 30/09/09

Préambule	Evènements significatifs de l'exercice, situation de la société, évènements postérieurs et changement de méthode comptable
Note 1	Principes et méthodes comptables
Note 2	Immobilisations
Note 3	Amortissements
Note 4	Ventilation des dotations/reprises aux amortissements, et dépréciations
Note 5	Immobilisations financières
Note 6	Stocks
Note 7	Etat des échéances des créances
Note 8	Créances clients
Note 9	Autres créances
Note 10	Valeurs mobilières & Disponibilités
Note 11	Charges et produits constatées d'avance
Note 12	Capitaux propres
Note 13	Provisions
Note 14	Echéancier des dettes à la clôture de l'exercice
Note 15	Détail des charges à payer et des produits à recevoir
Note 16	Crédit bail
Note 17	Résultat financier
Note 18	Résultat exceptionnel
Note 19	Engagements hors bilan
Note 20	Impôts sur les sociétés
Note 21	Participation des salariés
Note 22	Répartition des effectifs
Note 23	Ventilation du chiffre d'affaires par activité
Note 24	Filiales et participations
Note 25	Opérations réalisées avec les sociétés liées
Note 26	Rémunérations des organes de direction
Note 27	Rémunérations de commissaires aux comptes
Note 28	Résultats des cinq derniers exercices

Evénements significatifs de l'exercice

1. Activité de PARSYS :

L'activité de PARSYS se ventile depuis la transmission universelle de patrimoine de PARSYS SANTE à PARSYS en date du 27/09/2008 en une activité locative, qui est l'activité traditionnelle de PARSYS et une activité santé, encore en phase de pré-décollage. Les chiffres donnés aux deux points ci après proviennent d'une ventilation analytique par activité du compte de résultat de la société.

- Activité locative

Le volume d'affaires est en baisse par rapport à l'exercice précédent (le CA passe de 19 M€ à 15 M€). Il est à noter néanmoins que cette baisse est surtout imputable au premier semestre (baisse de -54%) alors que le deuxième semestre a connu une croissance de 17%.

Dans le même temps, la Marge Brute a diminué (3,3 M€ vs. 5,3 M€ pour l'exercice 2007/2008). La baisse du taux de marge est due au fait que PARSYS commence à reconstituer sa base de clientèle, ce qui augmente la part des nouveaux clients au détriment des fins de contrat.

La réduction des coûts d'exploitation s'est poursuivie au regard de l'exercice précédent, grâce à une baisse continue des frais de personnel qui passent de 2,5 à 2,1 M€ et à une stabilisation des charges externes, qui restent à 1,6 M€.

Cependant, la baisse des coûts d'exploitation, compte tenu de la diminution de la marge ne permet pas au résultat d'exploitation de rester positif. L'activité locative, après une réaffectation de certains de ses coûts communs avec l'activité Santé pour 360 KE, génère une perte d'exploitation de 356 KE contre un gain de 496 K€ l'exercice précédent.

- Activité Santé

Cette activité est encore en phase d'investissement. Elle a généré sur la période un chiffre d'affaires de 130 KE et une marge de 80 KE au regard des coûts d'exploitation suivants :

- charges externes de 344 KE
- impôts et taxes de 36 KE
- frais de personnel de 365 KE
- réaffectation de coûts de l'activité locative (services communs) 360 KE
- dotations aux amortissements et provisions 223 KE (essentiellement lié aux frais de recherche développement)

Au total, compte tenu de l'activation de frais de recherche et développement de 413 KE (produits complémentaires au TELECARDIA), l'activité santé génère une perte d'exploitation de 836 KE.

- Synthèse

Le résultat d'exploitation cumulé des deux activités fait apparaître une perte de 1.192 KE. Compte tenu du résultat financier positif de 49 KE, d'un résultat exceptionnel de 11.540 KE et d'un crédit impôt recherche de 198 KE, le résultat net de la période est un bénéfice de 10.595 KE contre 144 KE pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel (Cf. note 18) inclut :

- l'indemnité de 10,3 ME octroyée par la cours d'appel de Paris dans le cadre de la procédure contentieuse décrite ci-dessous.
- des abandons de créances sur des dettes du plan de continuation pour 1,5 ME (Cf. ci-dessous situation de la société)

2. Litiges en cours

Dans le cadre du contentieux relatifs à une opération de croissance externe (acquisition d'EFSI), la cours d'appel de Paris a condamné le 12/03/2009 la partie adverse à payer, LEASE PLAN, à PARSYS une indemnité de 10,3 ME. Cette décision fait suite :

- à une sentence arbitrale du 7 avril 2005 qui avait condamné la partie adverse à verser à PARSYS une indemnisation d'un montant de 4.204 K€ (cette indemnité qui avait fait l'objet d'un encaissement, n'avait pas été inscrite en produit en l'attente de la décision définitive d'appel).
- à un premier arrêt du 6 juillet 2006 rendu par la cour d'appel qui avait décidé la nomination d'un expert.
- au rapport de l'expert remis à la cours le 5 mai 2008.

Le solde de l'indemnité, soit 6.1 ME a été encaissé en avril 2009. L'indemnité complète, soit 10.3 ME a été prise en produit sur l'exercice.

La partie adverse s'est pourvue en cassation de cette décision d'appel. PARSYS considère que ce pourvoi n'a aucune chance de prospérer.

Les principales conséquences comptables de ce jugement sont les suivantes :

			en ME
Bilan	Passif	autres dettes	-4,8
Compte de Résultat	Produits exceptionnels sur opération de gestion		+9,1
	Reprise de provisions exceptionnelles		
		sur indemnité à recevoir	+1,2
		sur fonds de commerce EFSI	+3,4
		sur intérêt du compte gage espèces	+0,4
		Charges exceptionnelles sur opération de gestion	+0,3
	Charges exceptionnelles sur opération en capital	+3,4	

Par ailleurs, une assignation (pour un montant supérieur à 4ME) a été lancée contre la CARMI Nord pas de Calais aux fins d'indemnisation du préjudice résultant de la résiliation abusive du marché remporté par sa filiale PARSYS Santé (absorbée depuis lors).

Enfin, deux litiges opposent PARSYS à la société SANIMAT :

- pour concurrence déloyale : PARSYS a été condamné en première instance à verser 310 KE. Appel a été formé par PARSYS. Ce montant qui était provisionné au 30/09/08 a été versé au cours de l'exercice.
- pour contrefaçon : SANIMAT a été débouté en 1^{ère} instance. Appel en cours.

Situation de la société

PARSYS est dans la cinquième année de son plan de continuation, prononcé le 7 juillet 2004 par le Tribunal de Commerce de Bobigny. Le passif qui résulte de l'arrêté définitif des créances par le juge commissaire, ainsi que l'échéancier de remboursement, sont détaillés ci-après en note 14.

Au cours du second semestre, a été demandée par la société une modification substantielle de son plan de continuation. Dans ce cadre il a été présenté aux créanciers deux options :

- option 1 : règlement immédiat du solde de leur créance contre un abandon de créance de 60%.
- option 2 : règlement du solde de la créance initiale, soit 76% selon 4 premières annuités de 5/76 de la créance initiale et 2 dernières de 28/76 de cette même créance.

Le Tribunal de Commerce de Bobigny a accepté cette modification de plan le 3 juillet 2009. Il s'en est suivi les conséquences suivantes pour les créanciers :

- Ceux ayant opté pour l'option 1 représentant une valeur de créance de 2.522 KE ont été payés à hauteur de 1.009 KE après avoir abandonné leurs créances pour une valeur de 1.513 KE

- Ceux ayant opté pour l'option 2 ont vu leur créance ré-étalée selon le plan indiqué ci-dessus.

Au 30/09/09, la cinquième échéance du plan a été payée en partie, étant précisé que seul le règlement de la partie non encore exigée a été différé.

Le montant total non encore réglé au titre de la cinquième annuité inclut essentiellement des créanciers pour lesquels PARSYS est en cours de négociation pour obtenir des abandons de créance complémentaires.

Evénements postérieurs

La 6^{ème} échéance deviendra exigible au mois de juillet 2010 (672 K€)

Note 1 : Principes et méthodes comptables

1.1 Principes généraux

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions comptables en vigueur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France.

1.2 Méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'enregistrement des éléments d'actifs en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.3 Changement de méthode

Aucun changement n'a été opéré au cours de l'exercice.

1.4 Immobilisations incorporelles

Le poste d'immobilisations incorporelles inclut :

- le fonds commercial dont le mali de confusion,
- les frais de recherche et développement
- les logiciels

le poste « fonds commercial » correspond essentiellement au mali technique de confusion constaté lors de la transmission universelle de patrimoine de la société PARSYS SANTE au profit de PARSYS. Ce poste fait l'objet d'un suivi de valeur au travers de la réalisation de tests de dépréciation (réalisés au niveau des deux secteurs d'activités) : ces tests sont notamment basés sur les prévisions d'activités à 4 ans élaborées par la Direction et leur traduction en termes de flux de trésorerie

Logiciels acquis :

Ils sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils sont inscrits à l'actif au poste « concessions, brevets, licences » et amortis suivant le mode linéaire sur douze mois, à l'exception des logiciels techniques particuliers, acquis pour être donnés en location à des clients.

Frais de recherche et développement :

Ils sont portés à l'actif s'ils sont clairement identifiés et s'ils répondent aux critères suivants :

- Sérieuses chances de réussite technique du produit
- Moyens financiers suffisants
- Perspectives de développement commercial permettant la rentabilité du projet

Ils sont composés des frais directement affectables au projet et d'une part de frais directs affectables. Ils sont amortis sur 5 ans.

1.5 Immobilisations corporelles

Le poste Immobilisations corporelles inclut à la fois des biens utilisés pour les besoins propres de l'entreprise et des biens donnés en location à des tiers pour une durée supérieure à un an (matériels "auto-portés").

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon les modalités suivantes :

	Durée	Mode
Aménagement et agencement :	10 ans	Linéaire
Matériel de transport :	3 & 4 ans	Linéaire
Matériel de bureau (autre que matériel informatique) :	3 à 10 ans	Linéaire
Mobilier :	10 ans	Linéaire
Matériel informatique :	3 ans	Linéaire

Les biens utilisés pour les besoins propres de l'entreprise et les biens loués à des tiers (matériel faisant l'objet de contrats de location non re-financés dits "auto-portés") sont amortis selon les mêmes modalités.

Pour les matériels « autoportés », si l'amortissement pratiqué est inférieur à un amortissement linéaire théorique pratiqué sur la durée du contrat, l'écart donne lieu à une provision sur immobilisation couvrant le risque de non valeur des biens en fin de contrat.

1.6 Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité, déterminée notamment sur la base de l'actif net comptable (valeur mathématique), des perspectives de rentabilité.

1.7 Stocks

Ce poste inclut :

1.7.1 Stock "longue durée" :

Il s'agit de matériels neufs destinés à être vendus dans des délais courts à des re-financeurs pour faire l'objet de contrats de location de longue durée en cours de mise en place (PARSYS dispose dans la majorité des cas pour ces données de commandes fermes des clients et d'un accord de refinancement). Ces matériels sont valorisés à leur prix d'achat hors taxes.

Dans le cas exceptionnel d'une commande non confirmée par le client, le matériel peut faire l'objet d'une dépréciation, calculée au cas par cas.

1.7.2 Stock "Fin de contrats" :

Il s'agit de matériels d'occasion localisé soit chez les clients, soit chez PARSYS, et rachetés aux re-financeurs en fin de contrat « longue durée ». Ces matériels sont destinés suivant les cas à :

- être revendus au client initial
- être loués au client initial (prolongation du contrat de location initial)
- être revendus sur le marché de l'occasion
- être consolidés dans de nouveaux contrats.

Depuis l'exercice 2003-2004, en raison de l'obsolescence rapide de ces stocks, seuls les matériels acquis sur contrats échus depuis moins d'un an sont valorisés.

Afin de simplifier le processus de prise en compte des dépréciations, le stock est déprécié de façon linéaire sur 12 mois.

1.7.3 Stock d'encours

Il s'agit de matériels issus de contrats en cours rachetés à des re-financeurs et destinés selon les cas, à être :

- revendus aux clients locataires
- inclus dans un nouveau contrat de location avec éventuellement ajout de matériels neufs
- revendus sur le marché de l'occasion.

1.7.4 Stock Santé

Il s'agit des encours de productions de Télécordia et de pièces détachées permettant la production de ceux-ci. Les encours sont à un stade quasi terminal, sachant que les produits ne sont définitivement terminés que juste avant la livraison au client (installation du logiciel).

1.8 Créances clients

Les créances sont comptabilisées en coût historique. Les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation déterminée comme suit :

- les comptes de clients en redressement ou en liquidation judiciaire ont été provisionnés à 100 % du montant hors taxes,
- les créances anciennes, faisant ou non, l'objet de procédures contentieuses de recouvrement engagées par PARSYS ont fait l'objet de provision pour dépréciation appréciée au cas par cas, à hauteur de 50% à 100% du montant hors taxes.

1.9 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût historique (FIFO) hors frais d'acquisition. Une dépréciation est calculée le cas échéant pour les ramener à leur valeur d'utilité.

1.10 Dettes financières

Il s'agit :

- des dettes bancaires dont celles issues du plan de continuation
- des dettes vis à vis de la société mère (SCPS).
- de découverts bancaires

1.11 Chiffre d'affaires

- Activité Location

Elle consiste à acheter des biens pour les louer à des tiers, puis dans la majorité des cas à céder ces biens et les contrats de locations à un organisme de financement lequel, à la fin du contrat de location, vend les matériels d'occasion à PARSYS qui peut soit les louer ou les vendre au client initial, soit les reprendre pour l'activité de re-marketing. De plus certains matériels en cours ou en fin de contrat sont rachetés pour être cédés dans le cadre d'un nouveau contrat (« consolidation de contrat »)

Le chiffre d'affaires comprend :

- La cession de contrats pour laquelle le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date de facturation des cessions aux re-financeurs.
- Les produits de location (matériels autoportés ou prolongations éventuelles en fin de contrat) pour lesquels le chiffre d'affaires est enregistré selon les périodes de location.
- La vente éventuelle de matériels aux clients pour laquelle le chiffre d'affaires est enregistré à la date de livraison des matériels

- Activité re-marketing

Elle consiste à vendre les matériels qui ont été soit repris de l'activité « location », soit achetés auprès de tiers.

Le fait générateur de la comptabilisation du chiffre d'affaires est la date de livraison des matériels.

- Activité santé

Elle consiste essentiellement en la vente de matériel médical. Le fait générateur du chiffre d'affaires est l'installation du produit chez le client. Dans certains cas, des matériels sont placés en dépôt chez des prospects pour validation du produit avant la vente.

Il y a aussi des prestations de service (abonnement pour interprétation d'ECG) pour lesquelles le chiffre d'affaires est pris en fonction des périodes d'abonnement.

1.12 Engagements de retraite

Le montant des engagements en matière de pension, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires des membres ou associés du personnel et des mandataires sociaux n'est pas comptabilisé dans les comptes sociaux. Il se monte à 69 K EUR au 30/09/09.

Note 2 : Immobilisations

	30/09/2008	Augmentation	Diminution	30/09/2009
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0			0
Frais de recherche	987 171	413 210	0	1 400 381
Concessions, brevets, licences	110 328	0	0	110 328
Fonds de commerce	5 024 945	0	-3 438 368	1 586 576
Autres immobilisations incorporelles	630 432	801	0	631 233
Total immobilisations incorporelles	6 752 875	414 011	-3 438 368	3 728 518
Immobilisations corporelles				
Installations générales constructions	14 483	0	0	14 483
Installations tech, mat et outillages ind.	73 197	1 960	0	75 157
Installations générales agencements, aménagements divers	1 132 512	4 079	-41 550	1 095 041
Matériel de transport	0	0	0	0
Matériel informatique et mobilier de bureau	352 652	6 776	0	359 429
Matériels Auto-portés	1 481 813	721 336	-455 738	1 747 411
Total immobilisations corporelles	3 054 657	734 151	-497 288	3 291 520
Total immobilisations financières	135 920	93 026	-53 608	175 338
Total Général	9 943 452	1 241 188	-3 989 264	7 195 376

La diminution du fonds de commerce correspond à la sortie du fonds d'EFSI.

Note 3 : Amortissements et provisions

	30/09/2008	Augmentation	Diminution	Autres Variations, virement poste à poste	30/09/2009
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	-				-
Frais de recherche	197 434	197 434	-		394 868
Concessions, brevets, licences	81 641	7 595	-		89 236
Fonds de commerce	3 438 368	-	3 438 368		-
Autres immobilisations incorporelles	623 803	3 152	-		626 955
Total immobilisations incorporelles	4 341 246	208 181	- 3 438 368	-	1 111 059
Immobilisations corporelles					
Installations générales constructions	14 483	-	-		14 483
Installations techniques, matériel et outillage	60 352	3 950	-		64 302
Installations générales agencements, aménagements divers	841 719	109 850	40 185		911 384
Matériel de transport	-	-	-		-
Matériel informatique et mobilier de bureau	305 733	13 046	-		318 779
Matériels Auto-portés	876 901	402 378	166 956		1 112 322
Total immobilisations corporelles	2 099 187	529 225	- 207 141	-	2 421 271
Total Général	6 440 433	737 406	- 3 645 509	-	3 532 330

Note 4 : Ventilation des dotations/reprises aux amortissements, et dépréciations

	Augmentation des dépréciations	Provisions	Amortissements		TOTAL
			linéaires	exceptionnels	Augmentations
Immobilisations incorporelles	0	208 181	0	0	208 181
Installations générales constructions			0		0
Installations techniques, matériel et outillage			3 950		3 950
Installations gles, agenc/aménagements divers			80 044	29 806	109 850
Matériel de transport			0		0
Matériel de bureau et informatique, mobilier			13 046	0	13 046
Matériels Auto-portés		904	401 474	0	402 378
Total immobilisations corporelles	904	498 514	29 806	529 225	529 225
Total Général	904	706 695	29 806	737 406	737 406

Diminution des dépréciations	Provisions	Amortissements		TOTAL Diminutions
		Sorties	reprises	
Immobilisations incorporelles	-3 438 368	0	0	-3 438 368
Installations générales constructions		0		0
Installations techniques, matériel et outillage		0		0
Installations gles, agenc/aménagements divers		-40 185		-40 185
Matériel de transport		0		0
Matériel de bureau et informatique, mobilier		0	0	0
Matériels Auto-portés	-50 674	-116 282	0	-166 956
Total immobilisations corporelles	-50 674	-156 466	0	-207 141
Total Général	-3 489 043	-156 466	0	-3 645 509
dont exceptionnel	-3 438 368			-3 438 368

Note 5 : Immobilisations financières

	30/09/2008	Augmentation	Diminution	30/09/2009
Participations	0	4 500	0	4 500
Créances rattachées à des participations	0	65 500	0	65 500
Prêts et autres immobilisations	135 920	23 026	-53 608	105 338
Total immobilisations financières	135 920	93 026	-53 608	175 338

La société PARSYS a pris une participation de 45 % dans la société LAUREA de droit italien le 28 septembre 2009.

Le poste « créances rattachées à des participations » au 30 septembre 2009 correspond aux avances faites à la filiale LAUREA.

Note 6 : Stocks

	PARSYS AU 30/09/08			PARSYS AU 30/09/09		
	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes
Stocks de consommables			-			-
Stock "longue durée" (1)	687 930	- 2 359	685 571	413 253	-	413 253
Stock "courte durée"	-	-	-	-	-	-
Stock Fin de contrat	261 052	- 75 353	185 699	230 589	- 112 924	117 665
Stock EFSI	1 238 053	- 1 238 053	-	-	-	-
Stock Santé	1 133 772	-	1 133 772	1 100 099	-	1 100 099
TOTAL	3 320 806	- 1 315 765	2 005 041	1 743 941	- 112 924	1 631 017
(1) dont stock d'encours	0		0	141 967		141 967

Note 7 : Etat des échéances des créances

	Montant brut au bilan	Montant à moins d'un an	Montant à plus d'un an
De l'actif immobilisé			
Prêts	21 722	-	21 722
Créances rattachées à des participat	65 500	65 500	-
Autres immobilisations financières	83 616	4 612	79 004
De l'actif circulant			
Clients douteux et litigieux	191 055	-	191 055
Créances clients	8 565 982	8 565 982	-
Avances et acomptes versés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	10 917	10 917	-
Organismes sociaux	-	-	-
Impôts sur les bénéfécies	91 452	91 452	-
Taxe sur la valeur ajoutée	1 020 952	1 020 952	-
Groupe et associés	-	-	-
Débiteurs divers	336 922	336 105	817
Charges constatées d'avance	109 372	109 372	-
Total général	10 497 489	10 204 890	292 599

Note 8 : Créances clients

Le poste créances clients à la date de clôture comporte un montant de 129 K€ au titre de factures à établir au 30 septembre 2009.

Les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation déterminée selon les modalités indiquées en note 1.8.

Les dotations et les reprises aux provisions sur créances clients se montent à :

- reprise de provisions 485 KE
- dotations aux provisions 22 KE

Les reprises de provisions ont été utilisées à hauteur de 346.KE.

Note 9 : Autres créances

La créance d'impôt correspond au crédit impôt recherche.

Note 10 : Valeurs mobilières & Disponibilités

Les valeurs mobilières sont composées de SICAV de trésorerie pour 2.909 K€ pour lesquelles la plus-value latente est de 6 K€ au 30 septembre 2009.

Note 11 : Charges et produits constatées d'avance

Charges : Il s'agit de la quote-part de frais et charges payés au 30 septembre 2009, se rapportant à la période suivante (assurance, loyers...).

Produits : Il s'agit de quote-part de loyers ou de prestations facturés d'avance

Note 12 : Capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

A	1 Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectation	- 12 339 583
	2 Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	
	3 Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	- 12 339 583
<hr/>		
B	Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice N :	
	1 Variation du capital	
	2 Variation des autres postes	
<hr/>		
C	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	- 12 339 583
<hr/>		
D	Variations en cours d'exercice :	
	1 Variation du capital	
	2 Variations des primes , réserves, report à nouveau (titres autocontrôle)	
	3 Variation des provisions relevant des capitaux propres	
	4 Contrepartie des réévaluations	
	5 Variations des provisions réglementées et subventions d'investissement	
	6 Autres variations	
<hr/>		
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	- 12 339 583
<hr/>		
F	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice	
<hr/>		
G	dont : variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
<hr/>		
H	Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	
<hr/>		
I	Résultat de l'exercice	10 594 823
<hr/>		
J	Capitaux propres avec résultat de période	- 1 744 759

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de la période	créés pendant la période	Remboursées pendant la période	
Actions ordinaires	1 541 667			3,00
dont détenues par les salariés				
dont actions propres				
Actions amorties				
Action à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				
Total	1 541 667			3,00

Le résultat par action de la période est de 6,87 EUR.

Options de souscription d'actions émises : Néant

Compte tenu des droits de vote doubles existant, le nombre total de droits de vote au 30/09/09 s'établit à 2.381.549.

Aucun dividende n'a été distribué au titre des 3 derniers exercices clos.

Note 13 : Provisions

	30/09/2008	Dotations	Reprises	30/09/2009
Provisions réglementées	0	0	0	0
Provisions pour litiges, risques et charges	1 425 064	277 992	-1 108 767	594 290
Autres provisions pour risque	1 452	0	-1 452	0
Provision pour dépréciation du fonds commerce	3 438 368	0	-3 438 368	0
Provisions / immobilisations	53 880	904	-50 674	4 110
Provisions titres de participations	0	0	0	0
Provision Compte courant	0	-	-	-
Provisions stocks et en-cours	1 315 765	49 504	-1 252 345	112 924
Provisions comptes clients	626 201	22 120	-485 088	163 233
Provisions pour dépréciation des autres créances	4 217 505	0	-4 217 505	0
Provision pour dépréciation des VMP	0	0	0	0
Total Général	11 078 236	350 520	-10 554 200	874 557

	Dotations			Reprises		
	Exploitation	Financière	Exceptionnelle	Exploitation	Financière	Exceptionnelle
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-	277 992	209 792	-	900 426
Provisions sur immobilisations	904	-	-	50 674	-	3 438 368
Provisions titres de participations	-	-	-	-	-	-
Provision Compte courant	-	-	-	-	-	-
Provisions stocks et en-cours	49 504	-	-	1 252 345	-	-
Provisions comptes clients	22 120	-	-	154 509	-	330 579
Provisions sur autres créances	-	-	-	4 824	-	4 212 681
Provision sur actions propres	-	-	-	-	-	-
Total	72 528	-	277 992	1 672 146	-	8 882 054

Les reprises de provisions correspondent à des utilisations de provisions sauf pour les suivantes :

- 406 KE de risque de reversement des intérêts du compte gage espèces
- 139 KE de risque clients

13.1 Provision pour risque et charges :

D'un montant de 594 K€ à la date de clôture, elle est destinée à couvrir notamment :

Des litiges :

- Les litiges portés devant le Conseil des Prud'hommes en vue de couvrir les demandes des salariés qui s'avèreront recevables. Seul le montant maximum estimé recevable ou pour lequel une décision a été rendue a été provisionné y compris honoraires de procédure, représentant 340 K€.

Des charges :

- Une charge de rachat de V.R auprès d'un re-financeur : 24 K€
- Une charge sur le dénouement de certains actifs : 2 K€
- Une charge sur le dénouement de contrats de location : 228 K€

13.2 : Provision sur immobilisations

Ces provisions couvrent le risque de non récupération de la VNC en fin de contrat pour des autoportés : 4 K€

13.3 : Provisions sur stocks et en-cours :

Elles concernent les stocks de « valeurs résiduelles », soit 113 K€ dont stock en re-marketing 15 K€

13.4 : Provisions Clients :

Elles concernent les créances clients inscrites en douteux et les créances non encore enregistrées en client douteux mais présentant un risque de non-recouvrement.

Les clients douteux concernent seulement les créances détenues en propre par PARSYS, à l'exclusion des créances des contrats en mandats de facturation, pour lesquels le risque est supporté par les re-financeurs.

Note 14 : Etat des échéances des dettes

	Montant brut au bilan	dont échéancier plan continuation	Montant à moins d'un an	Montant de 1 à 5 ans	Montant à plus de 5 ans
Dettes financières (A)	3 463 604	3 089 013	418 156	3 045 448	-
Auprès des établissements de crédit	3 228 740	3 089 013	357 262	2 871 477	-
Dont :					
- à un an au maximum à l'origine	139 726		139 726	-	-
- à plus d'un an à l'origine	3 089 013	3 089 013	217 536	2 871 477	-
Dépôts Reçus	234 864		60 893	173 971	
Autres Emprunts et dettes financières diverses	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation (B)	14 223 527	6 086 216	8 688 166	5 535 361	-
Fournisseurs et comptes rattachés	8 193 190	1 535 033	6 786 941	1 406 249	-
Personnel et comptes rattachés	163 170	-	163 170	-	-
Sécurité sociale, autres organismes	1 332 610	1 144 906	338 325	994 284	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	3 692 520	2 649 613	1 229 499	2 463 020	-
Etat : autres impôts, taxes assimilées	836 816	756 664	165 009	671 807	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 222	-	5 222	-	-
Dettes diverses (C)	2 147 957	605 233	1 589 793	558 164	-
Autres dettes	2 121 196	605 233	1 563 033	558 164	-
Produits constatés d'avance	26 760		26 760	-	-
Total général (A+B+C)	19 835 088	9 780 463	10 696 115	9 138 973	-

dont dettes garanties par des sûretés réelles : nantissement du fonds de commerce et de la marque

Les passifs à apurer dans le cadre du plan de continuation sont classés selon leur nature d'origine. Suite à la modification substantielle de plan exposée au préambule, ces dettes sont remboursables selon l'échéancier suivant (en KE) :

N° d'échéance	6	7	8	9	10	
Au 30/09/09	Echu	juillet-10	juillet-11	juillet-12	juillet-13	juillet-14
9 780	150	672	672	672	3 762	3 853

Comme indiqué au préambule, au 30/09/09 la cinquième échéance du plan a été payée en partie, étant précisé que seul le règlement de la partie non encore exigée a été différé.

Le montant total non encore réglé au titre de la cinquième annuité s'établit à 146 KE dont 102 KE à l'égard de créanciers pour lesquels PARSYS est en cours de négociation pour obtenir des abandons de créance complémentaires.

Dettes financières

Les dettes envers les établissements de crédit se composent :

- des intérêts des découverts bancaires pour 4 K€,
- des découverts bancaires pour 135 KE,
- du passif à apurer pour 3.089 KE.

Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste « Dettes fournisseurs » est constitué de dettes vis à vis de :

- Fournisseurs stocks et frais généraux :	280 K€
- Factures non parvenues :	6.378 K€
- Dettes à apurer (plan de continuation)	1.535 K€
Total Fournisseurs :	8.193 K€

Autres dettes

Les autres dettes (2.121 KE) sont constituées principalement :

- de préfinancements pour 1.443 KE
- de dettes à apurer relatif aux clients de 605 KE.

Les préfinancements sont des paiements faits par les clients aux fournisseurs pour payer des matériels installés dans le cadre de contrats de location.

Note 15 : Détail des charges à payer et des produits à recevoir.

Charges à payer	30-sept-09	30-sept-08
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-6 377 884	-1 034 634
Avoirs à établir	-1 454	-2 145
Autres dettes		
Dettes fiscales et sociales	-273 755	-371 568
TVA	0	0
Intérêts courus	-4 468	-5 054
Total	-6 657 561	-1 413 402
Produits à recevoir		
Créances clients et comptes rattachés	129 408	50 326
autres créances	0	1 238 053
Avoir à recevoir	2 431	213
Etat	1 081 789	162 664
Total	1 213 628	1 451 256

Note 16 : Crédit-bail

Néant

Note 17: Résultat financier (en KE)

	Produits	Charges
Produits financiers		
Intérêt comptes bancaires		
revenu des VMP	15	
Autres produits financiers	116	
Reprise sur provision		
Total	131	
Charges financières		
Intérêts bancaires		25
Intérêt comptes courants		57
Perte sur cession d'actions d'auto-contrôle		
Mali de Transmission unierselle de patrimoine		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Total		82
Résultat financier	49	

Note 18 : Résultat exceptionnel (en KE)

Sont inscrites principalement en résultat exceptionnel les opérations en rapport avec :

- le redressement judiciaire
- des procédures contentieuses
- les sorties d'immobilisations
- des opérations non liées à l'activité récurrente de la société

Synthèse du résultat exceptionnel	Exercice au 30/09/09	Exercice 2007/2008
Honoraires de procédures	-514	-143
Abandon de créance / dettes plan continuation	1 513	
reprise de provision Intérêts gage espèce	407	
Licenciements & litiges sociaux	-349	-2
Indemnité GLS	10 292	
Provisions / intérêts reçus	0	-181
Provision / cession filiale	0	2 027
Litiges commerciaux	10	-230
Provision / produit à recevoir	0	-1 238
Provision / prime exceptionnelle (ex actions gratuites)	0	-160
Divers	180	26
Total	11 540	100

Note 19 : Engagements hors-bilan

	en K€	
	30/09/09	30/09/08
<u>Engagements donnés</u>		
Rachat de valeurs résiduelles	115	145
Il s'agit du montant des "valeurs résiduelles" de matériels que PARSYS s'est engagée à racheter auprès des refinanciers à l'échéance des contrats de location "longue durée". Cette valeur représente le maximum des engagements de PARSYS.		
Nantissement de fonds de commerce et de marque au profit du Crédit Lyonnais	2 130	2 700
Reversement à ING de loyers futurs sur un client suite à la cession à ING de la chaîne de loyers	235	386
Versement d'un complément de prix sur achats des titres PARSYS SANTE aux minoritaires en fonction des bénéfices futurs de l'activité SANTE et de la situation nette déterminés comme si la société n'avait pas fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine.	mémoire	mémoire
Total engagements donnés	2 480	3 231
<u>Engagements réciproques</u>		
néant		
Total engagements réciproques	0	0
<u>Engagements reçus</u>		
néant		

Positions sur instruments financiers : Néant

Il n'a été procédé à aucune provision pour risque au titre des engagements de rachat de valeurs résiduelles, la valeur estimée future de revente des matériels concernés étant supérieure au prix de rachat contractuel.

Le montant des engagements en matière de retraite est mentionné au § 1.12

Note 20 : Impôts sur les sociétés

Variation des impôts différés ou latents

Nature	Début de période		Variations		Fin de période	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
I. Décalages certains ou éventuels						
1. Provisions réglementées						
2. Subventions d'investissements						
3. Charges non déductibles temporairement						
- Taxes diverses à déduire l'exercice suivant	12 647		12 411	12 647	12 411	
- Provisions à déduire ultérieurement	888 190		92 664	782 757	198 096	
4. Produits non taxables temporairement						
5. Charge déduite (ou produit imposée) fiscalement et non encore comptabilisée						
TOTAL I	900 837	0	105 075	795 404	210 508	0
II. Eléments à imputer						
1. Déficits reportables	9 212 039		-2 767 159		6 444 880	
2. Moins value latente						
3. Autres						
TOTAL II	9 212 039	0	-2 767 159	0	6 444 880	0
Impôt calculé au taux de 33,33 %						

Note 21 : Participation des salariés

Aucune participation des salariés n'est due au titre de l'exercice, le résultat de la période faisant apparaître une perte fiscale.

Note 22 : Répartition des effectifs

	Effectifs moyens		au 30/09/09	au 30/09/08
	30/09/09	30/09/08		
Cadres	27	25	24	30
non cadres	13	17	14	15
Total effectif	40	42	38	45
Dont Santé			5	8

Note 23 : Ventilation du chiffre d'affaires par activité (en KE)

Activité	exercice 2008-2009	exercice 2007-2008
Location dont fin de contrat	13 825	17 323
Remarketing	1 162	1 297
Consulting et divers	0	20
Santé	130	
Refacturation Intra-Groupe (Parsys Santé)	0	393
Total	15 117	19 033

Note 24 : Filiales et participations (en KE)

Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur excède 1 % du capital de la société astreinte à publication	Capital	Capitaux propres autres que capital	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Quote part du capital détenu	Résultats du dernier exercice
Laurea Italia	10	-14	4	4	45%	6

(suite)	Dividende encaissé	CA HT du dernier exercice	avals et caution	Avances consenties	Créances clients
Laurea Italia	0	425	0	65	0

Note 25 : Opérations réalisées avec les sociétés liées (en KE)

Opérations réalisées avec les sociétés liées (k€)	Actif	Passif	Produits	Charges
Créances sur participations	66			
Fournisseurs		22		
Autres achats et charges externes				272
Intérêts et charges assimilés				57

Note 26 : Rémunérations des organes de direction

Le montant global des rémunérations brutes versées aux membres du directoire et du conseil de surveillance s'est élevé au cours de l'exercice à 325 KE.

Note 27 : Rémunération des commissaires aux comptes

Le montant de la rémunération inscrite en charge de l'exercice se monte à 69 KE.

Note 28 : Résultats des cinq derniers exercices

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	30/09/2009 12	30/09/2008 12	30/09/2007 12	30/09/2006 12	30/09/2005 12
	€	€	€	€	€
Capital en fin d'exercice					
Capital Social	4 625 001	4 625 001	4 625 001	4 625 001	4 625 001
Nombre d'actions					
- ordinaires	1 541 667	1 541 667	1 541 667	1 541 667	1 541 667
- à dividende prioritaire					
Opérations et résultats					
Chiffre d'affaires HT	15 117 460	19 032 892	17 892 201	24 184 883	27 293 015
Résultat avant impôts, participation, Dotations amortissements et provisions	930 040	17 239	638 670	(1 428 560)	4 683 807
Impôt sur les bénéfices	(197 606)	0	9 300	48 750	43 542
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Dotations amortissements et provisions	(9 467 177)	(126 943)	79 139	(1 779 861)	577 983
Résultat net	10 594 823	144 182	550 231	302 551	4 062 282
Résultat distribué	0	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation, mais Avant dot.amortissements et provisions	0,73	0,01	0,41	-0,96	3,01
Résultat après impôts, participation, dot.amortissements et provisions	6,87	0,09	0,36	0,20	2,63
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	40	42	44	49	65
Masse salariale	1 662 448	1 693 919	1 972 177	2 040 300	2 550 436
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales)	764 764	770 589	859 567	922 801	1 119 271

François BOUEIL
24 rue Louis Girard
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

IDF EXPERTISE & CONSEIL
23 rue Paul Valéry
75116 PARIS

PARSYS SA

Société Anonyme au capital de 4 625 001 €
Siège Social : 2, rue du Centre – 93 885 Noisy Le Grand cedex
RCS BOBIGNY 382 824 738

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société PARSYS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés en annexe :

- Le paragraphe « Situation de la société » présenté en préambule de l'annexe expose l'incertitude relative à la continuité de l'exploitation.
- Le paragraphe « 2- Litiges en cours » du préambule de l'annexe présente l'avancement des principaux litiges existant au niveau de la société ainsi que leur traduction comptable.
- Le paragraphe « Préambule 1- Evènements significatifs de l'exercice » et la Note « 1.4 - Immobilisations incorporelles » de l'annexe exposent les principes de comptabilisation à l'actif et d'évaluation des frais de développement et des fonds commerciaux.

2 JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie de notre rapport :

- Le paragraphe « Situation de la société » du préambule de l'annexe expose l'incertitude relative à la continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information pertinente sur la situation de la société au regard de l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation.

- Le paragraphe « 2- Litiges en cours » du préambule de l'annexe présente l'avancement des principaux litiges existant au niveau de la société. Votre société constitue à ce titre et plus généralement dans le cadre de ses activités (cf. Note 13 de l'annexe) des provisions.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que l'annexe donne une information pertinente sur les risques et litiges.

- Le paragraphe « Préambule 1- Evènements significatifs de l'exercice » et la Note « 1.4 Immobilisations incorporelles » de l'annexe exposent les principes de comptabilisation à l'actif et d'évaluation des frais de développement et des fonds commerciaux.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement et fonds commerciaux, ainsi que celles retenues pour leur amortissement ou dépréciation et pour la vérification de la valeur actuelle. Nous nous sommes également assurés que les notes correspondantes de l'annexe fournissent une information appropriée, notamment sur le caractère à ce jour non profitable de l'activité à laquelle se rattachent ces coûts.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Vélizy-Villacoublay et à Paris, le 26 janvier 2010

François BOUEIL

IDF EXPERTISE & CONSEIL
NEXIA International
Représentée par
Eric CHAPUS

PARSYS SA

Société anonyme au capital de 4 625 001 euros

Siège social: 2, rue du centre -93160 Noisy Le Grand

RCS Bobigny B 382 824 738

COMPTES CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2009

I.	BILANS CONSOLIDES	43
II.	COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES	44
III.	TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDES	45
IV.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	46
V.	ANNEXE.....	47

Approbation des comptes

Faits caractéristiques de la période

Evènements postérieurs

A. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1)	Cadre général	50
2)	Méthodes comptables	50
3)	Périmètre de consolidation	50
4)	Regroupements d'entreprises	50
5)	Date d'arrêté des comptes des sociétés.....	51
6)	Conversion des transactions libellées en devises	51
7)	Recours à des estimations.....	51
8)	Tests de dépréciation	51
9)	Dettes issues du plan de continuation	52
10)	Ecarts d'acquisition - Goodwill.....	52
11)	Immobilisations	52
12)	Immobilisations incorporelles	52
13)	Immobilisations corporelles	53
14)	Titres mis en équivalence	53
15)	Autres actifs financiers non courants.....	53
16)	Stocks et en-cours de production industrielle.....	54
17)	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	55
18)	Intérêts minoritaires.....	55
19)	Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel.....	56
20)	Autres provisions pour risques et charges.....	56
21)	Impôts différés	56
22)	Actifs et passifs courants et non courants	56
23)	Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnés.....	57
24)	Revenus	57
25)	Résultat opérationnel courant	58

26) Charges ou produits opérationnels non courants.....	58
27) Coût de l'endettement financier net.....	58
28) Résultat par action.....	58

B. Périmètre de consolidation

C. Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

29) Ecarts d'acquisition - Goodwill.....	59
30) Immobilisations incorporelles.....	60
31) Immobilisations corporelles.....	61
32) Titres mis en équivalence.....	62
33) Autres actifs financiers non courants.....	63
34) Autres actifs non courants.....	63
35) Impôts différés actif.....	63
36) Stocks et en-cours.....	64
37) Clients.....	64
38) Autres actifs courants.....	65
39) Capitaux propres.....	66
40) Emprunts auprès des établissements de crédit, endettement financier net et instruments financiers.....	66
41) Autres passifs non courants.....	70
42) Provisions non courantes.....	70
43) Impôts différés passif.....	71
44) Fournisseurs et comptes rattachés.....	72
45) Dettes fiscales et sociales.....	72
46) Autres dettes courantes.....	72
47) Provisions courantes.....	72
48) Passif d'impôt exigible.....	72
49) Informations sectorielles.....	73
50) Autres produits et charges opérationnels non courants.....	74
51) Impôt sur les sociétés.....	74
52) Résultat par action.....	75
53) Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et passifs éventuels.....	75
54) Effectif et droit à la formation.....	76
55) Informations relatives aux parties liées.....	76
56) Charges financières.....	77

I. BILANS CONSOLIDÉS

(en euros)	Notes	30/09/2009	30/09/2008
Ecarts d'acquisition - Goodwill	29)	6 244	0
Immobilisations incorporelles	30)	1 461 495	1 363 319
Immobilisations corporelles	31)	870 249	955 470
Immeubles de placement		0	0
Titres mis en équivalence	32)	0	0
Autres actifs financiers non courants	33)	170 838	4 339 968
Autres actifs non courants	34)	0	0
Impôts différés	35)	4 243 821	7 695 493
ACTIFS NON COURANTS		6 752 647	14 354 250
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder		0	0
Stocks et en-cours	36)	1 631 017	2 005 041
Clients	37)	8 593 804	1 824 807
Autres actifs courants	38)	1 548 519	1 083 802
Actif d'impôt exigible		0	399 690
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40)	3 227 137	643 394
ACTIFS COURANTS		15 000 478	5 956 734
TOTAL DE L'ACTIF		21 753 125	20 310 984
Capital	39)	4 625 001	4 625 001
Réserves consolidés		-9 120 836	-8 290 025
Ecarts de conversion		0	0
Résultat net part du groupe		6 751 428	-830 810
Capitaux propres part du groupe		2 255 593	-4 495 835
Intérêts des minoritaires		0	0
CAPITAUX PROPRES	IV	2 255 593	-4 495 835
Emprunts auprès des établissements de crédit	40)	2 341 939	3 279 605
Autres passifs non courants	41)	5 135 740	10 245 788
Provisions non courantes	42)	412 209	1 018 563
Impôts différés	43)	705 885	895 863
PASSIFS NON COURANTS		8 595 773	15 439 820
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente		0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	40)	346 903	1 141 875
Emprunts et dettes financières divers	40)	0	1 745 018
Fournisseurs	44)	6 781 882	2 771 679
Dettes fiscales et sociales	45)	824 573	2 229 539
Autres dettes courantes	46)	1 653 381	1 014 040
Provisions courantes	47)	252 486	464 848
Passif d'impôt exigible	48)	1 042 532	0
PASSIFS COURANTS		10 901 759	9 366 999
TOTAL DU PASSIF		21 753 125	20 310 984

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

II. COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES

(en euros)	Notes	30/09/2009	30/09/2008
Chiffre d'affaires	49)	15 117 460	18 882 704
Autres produits opérationnels		447 995	583 969
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	49)	15 565 455	19 466 673
Charges opérationnelles :			
Achats consommés		-11 724 990	-14 533 383
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		-64 136	704 396
Charges externes		-1 949 860	-2 205 477
Charges de personnel		-2 427 212	-3 350 923
Impôts et taxes		-205 023	-222 427
Dotations nettes aux amortissements		-814 349	-656 102
Dépréciation d'actifs net des reprises :			
Sur goodwill		0	0
Sur immobilisations		49 770	62 430
Sur actifs financiers		0	0
Sur actifs courants		102 002	315 064
Pour risques et charges		209 792	-69 018
Autres charges opérationnelles		-40 677	-302 096
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	49)	-1 299 228	-790 864
Autres produits et charges opérationnels non courants	50)	11 528 115	107 588
RESULTAT OPERATIONNEL		10 228 887	-683 275
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		131 087	351 619
Coût de l'endettement financier brut		-82 174	-110 592
Coût de l'endettement financier net	56)	48 914	241 026
Autres produits financiers		81	200
Autres charges financières		-462 366	-566 881
Autres produits et charges financiers ^{(1) (2)}	56)	-462 285	-566 682
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence		0	0
RESULTAT AVANT IMPOTS		9 815 515	-1 008 931
Charge d'impôt sur le résultat	51)	-3 064 088	178 121
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession (2)		0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		6 751 428	-830 810
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère		6 751 428	-830 810
Résultat net attribuable aux intérêts des minoritaires		0	0
Résultat net par action en euros		4,38	-0,54
Résultat dilué par action en euros		4,38	-0,54
(1) dont profit (pertes) de change		-84	-2
(2) dont actualisation des créances		-462 282	-566 800

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

III. TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDÉS

(en euros)	30.09.2009	30.09.2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 751 428	-830 810
Dotations (reprises) nettes d'amortissements et provisions	24 599	401 473
Autres (produits), charges calculés	0	0
Abandon de créances	-1 513 385	0
Coût de financement	544 539	677 474
Produits financiers	-131 168	-351 818
Impôt sur les sociétés	3 064 088	-178 121
(Plus-values), moins-values de cession et de dilution	289 147	35 554
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	9 029 250	-246 249
Variation des stocks	374 024	188 078
Variation des clients	-6 768 997	692 809
Variation des fournisseurs	4 284 053	-1 307 257
Variation des autres actifs et passifs courants	856 932	672 592
Impôt sur le résultat (payé) remboursé	642 375	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE OPERATIONELLE	8 417 637	-27
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-414 011	-538 766
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-734 151	-587 218
Acquisitions d'immobilisations financières	-93 026	-12 567
Cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles	1 000	0
Cessions d'immobilisations financières	41 437	16 840
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-1 198 751	-1 121 710
Remboursement des créanciers	-3 013 138	-1 123 180
Intérêts reçus	131 168	211 232
Intérêts payés	-82 257	-110 674
Souscription (remboursement) d'autres dettes financières	-1 745 018	1 745 018
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	-4 709 246	722 396
VARIATION DE TRESORERIE	2 509 640	-399 341
TRESORERIE NETTE		
à l'ouverture	577 772	977 113
à la clôture	3 087 411	577 772
Dont :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 227 137	643 394
Découverts bancaires	-139 726	-65 622

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

IV. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en euros)	Capital	Primes	Autres réserves	Résultat part du groupe	Actions propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres consolidés
Au 30/09/2007	4 625 001	6 431 369	-14 587 138	-134 257		-3 665 024		-3 665 024
Variations reconnues directement en capitaux propres :								
Affectation du résultat			-134 257	134 257		0		0
Autres						0		0
Résultat consolidé de l'exercice				-830 810		-830 810		-830 810
variation de périmètre						0		0
Au 30/09/2008	4 625 001	6 431 369	-14 721 395	-830 810	0	-4 495 835	0	-4 495 835
Variations reconnues directement en capitaux propres :								
Affectation du résultat			-830 810	830 810		0		0
Autres						0		0
Résultat consolidé de l'exercice				6 751 428		6 751 428		6 751 428
Au 30/09/2009	4 625 001	6 431 369	-15 552 205	6 751 427	0	2 255 593	0	2 255 593

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

V. ANNEXE

Approbation des comptes

Les comptes sociaux et consolidés ont été arrêtés par le directoire en date du 10 décembre 2009 et approuvés par le conseil de surveillance le 10 décembre 2009. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires

Faits caractéristiques de la période

1. Activité de PARSYS :

L'activité du groupe PARSYS se ventile en une activité locative, qui est l'activité traditionnelle de PARSYS et une activité santé, débutée en aout 2006 et encore en phase de pré-décollage.

- Activité Location

Elle consiste à acheter des biens pour les louer à des tiers, puis dans la majorité des cas à céder ces biens et les contrats de locations à un organisme de financement lequel, à la fin du contrat de location, vend les matériels d'occasion à PARSYS qui peut soit les louer ou les vendre au client initial, soit les reprendre pour les revendre. De plus certains matériels en cours ou en fin de contrat sont rachetés pour être cédés dans le cadre d'un nouveau contrat (« consolidation de contrat »). Dans certains cas des matériels sont achetés auprès de tiers pour être revendus en l'état.

- Activité santé

Elle consiste essentiellement en la vente de matériel médical.

Les principaux faits sont les suivants :

- Activité locative

Le volume d'affaires est en baisse par rapport à l'exercice précédent (le CA passe de 19 M€ à 15 M€). Il est à noter néanmoins que cette baisse est surtout imputable au premier semestre (baisse de -54%) alors que le deuxième semestre a connu une croissance de 17%.

Dans le même temps, la Marge Brute a diminué (3,3 M€ vs. 5,3 M€ pour l'exercice 2007/2008). La baisse du taux de marge est due au fait que PARSYS commence à reconstituer sa base de clientèle, ce qui augmente la part des nouveaux clients au détriment des fins de contrat.

Une participation minoritaire a été prise dans une société Italienne, LAUREA ITALIA SRL afin de développer des synergies.

- Activité Santé

Cette activité est encore en phase d'investissement, ce qui a conduit à porter à l'actif des frais de recherche développement pour 413 K EUROS. Elle a généré sur la période un chiffre d'affaires de 130 K€ et une marge de 80 K€.

- Eléments non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants incluent notamment :

- l'indemnité de 10,3 M€ octroyée par la cour d'appel de Paris dans le cadre de la procédure contentieuse décrite ci-dessous.
- des abandons de créances sur des dettes du plan de continuation pour 1,5 M€ (Cf. ci-dessous situation de la société)

2. Litiges en cours

Dans le cadre du contentieux relatifs à une opération de croissance externe (acquisition d'EFSI), la cour d'appel de Paris a condamné le 12/03/2009 la partie adverse, LEASE PLAN, à payer à PARSYS une indemnité de 10,3 M€. Cette décision fait suite :

- à une sentence arbitrale du 7 avril 2005 qui avait condamné la partie adverse à verser à PARSYS une indemnisation d'un montant de 4.204 K€ (cette indemnité qui avait fait l'objet d'un encaissement n'avait pas été inscrit en produit en l'attente de la décision définitive d'appel. Le montant reçu avait été inscrit en « Autres actifs financiers non courants » et sa contrepartie en « Autres passifs non courants »).
- à un premier arrêt du 6 juillet 2006 rendu par la cour d'appel qui avait décidé la nomination d'un expert.
- au rapport de l'expert remis à la cour le 5 mai 2008.

Le solde de l'indemnité, soit 6,1 M€ a été encaissé en avril 2009. L'indemnité complète, soit 10,3 M€ a été prise en produit sur l'exercice.

La partie adverse s'est pourvue en cassation de cette décision d'appel. PARSYS considère que ce pourvoi n'a aucune chance de prospérer.

Par ailleurs, une assignation (pour un montant supérieur à 4M€) a été lancée contre la CARM Nord pas de Calais aux fins d'indemnisation du préjudice résultant de la résiliation abusive du marché remporté par sa filiale PARSYS Santé (absorbée depuis lors).

Enfin, deux litiges opposent PARSYS à la société SANIMAT :

- pour concurrence déloyale : PARSYS a été condamné en première instance à verser 310 K€. Appel a été formé par PARSYS. Ce montant qui était provisionné au 30/09/08 a été versé au cours de l'exercice.
- pour contrefaçon : SANIMAT a été débouté en 1^{ère} instance. Appel en cours.

3. Situation de la société PARSYS

PARSYS SA est dans la cinquième année de son plan de continuation, prononcé le 7 juillet 2004 par le Tribunal de Commerce de Bobigny. Le passif qui résulte de l'arrêt définitif des créances par le juge commissaire, ainsi que l'échéancier de remboursement, est détaillé aux différentes rubriques du passif du bilan.

Au cours du second semestre, a été demandée par la société une modification substantielle de son plan de continuation. Dans ce cadre il a été présenté aux créanciers deux options :

- option 1 : règlement immédiat du solde de leur créance contre un abandon de créance de 60%.
- option 2 : règlement du solde de la créance initiale, soit 76% selon 4 premières annuités de 5/76 de la créance initiale et 2 dernières de 28/76 de cette même créance.

Le Tribunal de Commerce de Bobigny a accepté cette modification de plan le 3 juillet 2009. Il s'en est suivi les conséquences suivantes pour les créanciers :

- Ceux ayant opté pour l'option 1 représentant une valeur de créance de 2.522 K€ ont été payés à hauteur de 1.009 K€ après avoir abandonné leurs créances pour une valeur de 1.513 K€
- Ceux ayant opté pour l'option 2 ont vu leur créance ré-étalée selon le plan indiqué ci-dessus.

Au 30/09/09, la cinquième échéance du plan a été payée en partie, étant précisé que seul le règlement de la partie non encore exigée a été différé.

Le montant total non encore réglé au titre de la cinquième annuité inclut essentiellement des créanciers pour lesquels PARSYS est en cours de négociation pour obtenir des abandons de créance complémentaires.

Evénements postérieurs

La 6^{ème} échéance deviendra exigible au mois de juillet 2010 (672 K€)

D. Principes comptables et méthodes d'évaluation

PRINCIPES GENERAUX

1) Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice clos au 30/09/2009 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne. Ces normes sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés.

2) Méthodes comptables

S'agissant d'une première consolidation, l'ensemble des règles applicables pour les exercices ouverts à compter du 01/10/08 telles qu'indiquées ci-dessus ont été appliquées. Il n'y a pas en conséquence de nouvelles normes appliquées par le groupe, ni d'incidence de l'application de nouvelles normes. Par ailleurs, le groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes obligatoires pour les exercices ouverts après le 01/10/08 à l'exception de celles ci-après :

- IAS 16 amendement relatif à la Vente d'actifs préalablement donnés en location adopté par l'UE le 23/01/09
- IFRS 8 secteurs opérationnels adopté par l'UE le 03/11/08

METHODES DE CONSOLIDATION

3) Périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote (filiales) sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50%, mais sur lesquelles PARSYS exerce un contrôle de fait, c'est-à-dire le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'en obtenir des avantages, sont consolidées selon cette même méthode.

La mise en équivalence s'applique à toutes les entreprises associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droit de vote est supérieur ou égal à 20 %.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

4) Regroupements d'entreprises

Les regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la

quote-part des titres acquis. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part des actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en écart d'acquisition.

5) Date d'arrêté des comptes des sociétés

La société mère du groupe a un exercice social se terminant au 30 septembre. L'unique filiale a un exercice se terminant au 31/08/09. Dans la mesure où l'écart de date est faible et où le poids relatif de l'unique filiale est faible par rapport à l'ensemble, ce sont les comptes au 31/08 qui ont été utilisés pour la consolidation au 30/09/09.

6) Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers).

REGLES ET METHODES D'EVALUATION

7) Recours à des estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels et corporels, de la détermination du montant des provisions pour risques et charges ou provisions pour dépréciation des stocks, des actifs d'impôts différés et de l'actualisation des passifs à long terme. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

8) Tests de dépréciation

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables, y compris les écarts d'acquisition (goodwill) et la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie.

Pour l'appréciation de la valeur des actifs à la clôture, le Groupe a retenu la segmentation de l'information sectorielle en fonction du découpage par secteurs d'activité suivants :

- Activité location
- Activité santé

Pour chacun des deux secteurs, un test de dépréciation des immobilisations a été établi à partir d'un business plan sur 4 ans. Les flux de trésorerie générés ont été actualisés au taux de 5%, qui est le taux auquel le groupe pourrait se refinancer auprès d'un tiers.

Pour chaque secteur d'activité, la valeur nette des immobilisations existant au 30/09/09 devrait être recouvrée avant la fin de la période de prévisions. En conséquence, aucune dépréciation n'a paru nécessaire.

9) Dettes issues du plan de continuation

Le plan de continuation a eu pour effet d'étaler sur 10 années certaines dettes sans qu'elles ne portent intérêt. En conséquence, ces dettes ont été enregistrées à leur juste valeur, c'est-à-dire avec une décote de manière à ramener leur taux d'intérêt effectif à celui d'une dette normale. Le taux d'intérêt retenu est de 5%, taux auquel le groupe pourrait se refinancer auprès d'un organisme de crédit. La contrepartie de la décote au 01/10/07 figure au poste « réserves consolidées ». Les variations annuelles de juste valeur sont inscrites au compte de résultat sur la ligne « autres charges financières ».

Au 30/09/09 :

- la décote se monte à 1.687 K€ pour un montant de dette initiale de 9.780 K€
- une diminution d'1 point du taux d'intérêt diminuerait la décote de 304 K€ et une augmentation d'1 point augmenterait la décote de 288 K€

10) Ecarts d'acquisition - Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du groupe dans la juste valeur, aux dates d'acquisition, des actifs, passifs majorés le cas échéant de certains passifs éventuels relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux sociétés contrôlées sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique goodwill. Les goodwill ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en charge opérationnelle et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

11) Immobilisations

Seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Le Groupe a choisi de conserver le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles selon la méthode du coût. La méthode alternative permettant de réévaluer de façon régulière une ou plusieurs catégories d'actifs corporels n'a pas été retenue par le Groupe.

12) Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement constitués au 30/09/09 par les frais de recherche développement de l'activité santé. Ceux-ci sont amortis linéairement sur 5 ans. Les autres immobilisations incorporelles significatives représentent des logiciels amortis sur une durée de 1 à 3 ans.

13) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- Agencements et installations : sur 10 ans,
- Matériel de transport : sur 3 à 4 ans,
- Matériel de bureau et informatique : sur 3 à 10 ans,
- Mobilier de bureau : sur 10 ans.

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Il n'est pas tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable.

14) Titres mis en équivalence

Les participations dans des entreprises associées sont initialement comptabilisées au coût et leur valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat de l'entreprise détenue est comptabilisée sous la rubrique « Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence » du compte de résultat. Les distributions reçues de l'entreprise détenue réduisent la valeur comptable de la participation. Des ajustements de la valeur comptable peuvent également être nécessaires dans le cas de modifications de la valeur de la participation du Groupe dans l'entreprise détenue dues à des variations des capitaux propres de l'entité détenue qui n'ont pas été comptabilisées dans son résultat. De telles modifications sont notamment celles qui résultent de la réévaluation des immobilisations corporelles et des écarts de conversion. La quote-part de l'investisseur dans ces changements est comptabilisée directement dans les capitaux propres de l'investisseur.

Dans le cas où la quote-part du groupe est négative, la valeur des titres mis en équivalence est ramenée à zéro et la quote-part négative est constatée par voie de provision pour risque (provision non courante).

15) Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation dans des sociétés non consolidées et la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 39 "Instruments financiers", les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à leur juste valeur. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative et durable de la valeur de l'actif), une provision pour dépréciation irréversible est constatée par résultat. La reprise de cette provision par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

À chaque clôture, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

16) Stocks et en-cours de production industrielle

Pour l'activité Santé

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

Les coûts de revient des encours sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

Pour l'activité Location :

- des Stock "longue durée" :

Il s'agit de matériels neufs destinés à être vendus dans des délais courts à des re-financeurs pour faire l'objet de contrats de location de longue durée en cours de mise en place (PARSYS dispose dans la majorité des cas pour ces données de commandes fermes des clients et d'un accord de refinancement). Ces matériels sont valorisés à leur prix d'achat hors taxes.

Dans le cas exceptionnel d'une commande non confirmée par le client, le matériel peut faire l'objet d'une dépréciation, calculée au cas par cas.

- Stock "Fin de contrats" :

Il s'agit de matériels d'occasion localisé soit chez les clients, soit chez PARSYS, et rachetés aux re-financeurs en fin de contrat « longue durée ». Ces matériels sont destinés suivant les cas à :

- être revendus au client initial
- être loués au client initial (prolongation du contrat de location initial)
- être revendus sur le marché de l'occasion

- être consolidés dans de nouveaux contrats.

En raison de l'obsolescence rapide de ces stocks, seuls les matériels acquis sur contrats échus depuis moins d'un an sont valorisés.

Afin de simplifier le processus de prise en compte des dépréciations, le stock est déprécié de façon linéaire sur 12 mois.

- des stock d'encours

Il s'agit de matériels issus de contrats en cours rachetés à des re-financeurs et destinés selon les cas, à être :

- revendus aux clients locataires
- inclus dans un nouveau contrat de location avec éventuellement ajout de matériels neufs
- revendus sur le marché de l'occasion.

17) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie figurant dans le bilan consolidé comprend les disponibilités ainsi que les valeurs mobilières de placement et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées et comptabilisées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Ils sont considérés comme détenus à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Les placements dans les actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie.

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan correspond à la trésorerie telle que définie ci-dessus. La trésorerie et les équivalents de trésorerie n'y correspondant pas sont classés sous la rubrique « Autres actifs courants » ou « autres actifs financiers non courants » selon leur échéance.

Les découverts bancaires ne sont pas assimilés à un financement et sont donc inclus dans la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Ils figurent dans les passifs courants sous la rubrique « Emprunts auprès des établissements de crédit ».

18) Intérêts minoritaires

Aucun intérêt minoritaire n'est comptabilisé au 30 septembre 2009 dans la mesure où la seule participation détenue est mise en équivalence.

19) Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites et d'indemnités de départs.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les indemnités de départ, les provisions sont déterminées de la façon suivante : la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs. L'ensemble des écarts actuariels générés, y compris le corridor, est immédiatement comptabilisé en résultat.

20) Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges, courantes ou non courantes, sont principalement relatives aux éléments suivants :

- litiges,
- restructurations
- charges sur dénouement de contrats

21) Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Les actifs d'impôt différé au 30/09/09 ont été constatés à partir des prévisions de résultat futur figurant dans le business plan à 4 ans. 100% de l'impôt différé prévu pour les 4 prochains exercices a été porté à l'actif.

22) Actifs et passifs courants et non courants

Un actif est classé en tant qu'actif courant lorsque le Groupe s'attend à pouvoir le réaliser, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture ou lorsqu'il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié.

Un passif est classé en tant que passif courant lorsque le Groupe s'attend à le régler au cours de son cycle d'exploitation normal ou dans les douze mois suivant la clôture ou lorsqu'il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié.

Tous les autres actifs et passifs sont classés en non courants.

Ce classement a notamment été appliqué au passif lié au plan de continuation.

23) Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnés

Il n'y a aucun actif détenu en vue d'une cession à court terme ou d'activité destinée à être abandonnée.

24) Revenus

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe et des subventions d'exploitation (nets de TVA).

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

Pour les transactions ne comprenant que des services ou des prestations de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les produits d'intérêts sont enregistrés prorata temporis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dividendes reçus sont comptabilisés dès lors que le droit à recevoir des dividendes est avéré.

Les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location.

- Activité Location

Le chiffre d'affaires comprend :

- La cession de contrats pour laquelle le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date de facturation des cessions aux re-financeurs.
- Les produits de location (matériels autoportés ou prolongations éventuelles en fin de contrat) pour lesquels le chiffre d'affaires est enregistré selon les périodes de location.

- La vente éventuelle de matériels aux clients ou sur le marché de l'occasion pour laquelle le chiffre d'affaires est enregistré à la date de livraison des matériels

- Activité santé

Le fait générateur du chiffre d'affaires est l'installation du produit chez le client. Dans certains cas, des matériels sont placés en dépôt chez des prospects pour validation du produit avant la vente.

Il y a aussi des prestations de service (abonnement pour interprétation d'ECG) pour lesquelles le chiffre d'affaires est pris en fonction des périodes d'abonnement.

25) Résultat opérationnel courant

La notion de résultat opérationnel s'apprécie avant les produits et charges opérationnels non courants (Cf. infra) les produits et charges financiers, le coût de financement, les charges d'impôt sur les bénéfices, la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence et le résultat net des activités abandonnées.

26) Charges ou produits opérationnels non courants

La notion de charges ou produits opérationnels non courants recouvre essentiellement :

- Les résultats de cessions d'actifs financiers, incorporels ou corporels.
- Les produits et charges liés à des litiges
- Des charges de restructuration

27) Coût de l'endettement financier net

Le coût de financement inclut les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des dettes auprès des établissements de crédit et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

28) Résultat par action

Le résultat par action non dilué (résultat de base par action) correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, tels que les obligations convertibles en actions ou les options de souscription et d'achat d'actions.

B. Périmètre de consolidation

Sociétés	Siège	Méthode de consolidation	30.09.2009	30.09.2008
			Pourcentage d'intérêt du Groupe	
PARSYS	Noisy Le Grand	Intégration globale	100,0%	100,0%
LAUREA ITALIA SRL	Milan (Italie)	Mise en équivalence	45,0%	-

Variations de Périmètre

Acquisition de 45% de LAUREA ITALIA SRL le 28 septembre 2009.

C. Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Les informations sont données, sauf indication contraire, en euros.

29) Ecarts d'acquisition - Goodwill

	30.09.2009	30.09.2008
Valeur d'acquisition à l'ouverture	0	
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	6 244	
Cessions		
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente		
Ecarts de conversion		
Valeur d'acquisition à la clôture	6 244	
Pertes de valeurs à l'ouverture		
Pertes de valeur sur goodwill		
Cessions		
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente		
Pertes de valeur à la clôture		
Valeur nette	6 244	
Dont activité location	6 244	
activité santé		

Ces écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test annuel de perte de valeur comme décrit en note 8). Aucune dépréciation n'a été enregistrée à ce titre au cours de l'exercice 2009.

30) Immobilisations incorporelles

	30.09.2009	30.09.2008
Valeur brute à l'ouverture	5 704 565	5 165 799
Acquisitions	414 011	538 766
Transferts	0	0
Diminution	-3 438 368	0
Valeur brute à la clôture	2 680 208	5 704 565
Dont activité location	700 521	4 138 088
activité santé	1 979 687	1 566 477
Amortissements et pertes de valeur à l'ouverture	4 341 246	4 121 780
Dotations de l'exercice	315 835	219 466
Transferts	0	0
Diminution	-3 438 368	0
Amortissements et pertes de valeur à la clôture	1 218 713	4 341 246
Dont activité location	697 372	4 133 918
activité santé	521 341	207 328
Valeur nette	1 461 495	1 363 319
Dont activité location	3 149	4 170
activité santé	1 458 346	1 359 149

Les mouvements de l'exercice s'analysent ainsi :

	30.09.2008	Transfert	Augmentation	Diminution	30.09.2009
Frais de recherche	1 525 437		413 210		1 938 647
Concessions, brevets, licences	110 328				110 328
Fonds de commerce	3 438 368			-3 438 368	0
Autres immobilisations incorporelles	630 432		801		631 233
Valeur brute	5 704 565	0	414 011	-3 438 368	2 680 208
Frais de recherche	197 434		305 087		502 521
Concessions, brevets, licences	81 641		7 595		89 236
Fonds de commerce	3 438 368			-3 438 368	0
Autres immobilisations incorporelles	623 803		3 152		626 955
Amortissements et pertes de valeur	4 341 246	0	315 835	-3 438 368	1 218 713
	1 363 319				1 461 495

31) Immobilisations corporelles

	30.09.2009	30.09.2008
Valeur brute à l'ouverture	3 054 657	2 552 429
Acquisitions	734 151	587 218
Transferts	0	
Diminution	-497 288	-84 990
Valeur brute à la clôture	3 291 520	3 054 657
Dont activité location	3 245 437	2 977 802
activité santé	46 082	76 855
Amortissements et pertes de valeur à l'ouverture	2 099 187	1 774 418
Dotations de l'exercice	529 225	374 206
Transferts	0	
Diminution	-207 141	-49 437
Amortissements et pertes de valeur à la clôture	2 421 271	2 099 187
Dont activité location	2 392 944	2 076 851
activité santé	28 327	22 336
Valeur nette	870 249	955 470
Dont activité location	852 493	900 951
activité santé	17 756	54 519

Les mouvements de l'exercice s'analysent ainsi :

	30.09.2008	Transfert	Augmentation	Diminution	30.09.2009
Installations générales constructions	14 483				14 483
Installations tech, mat et outillages ind.	73 197		1 960		75 157
Installations générales agencements, aménagements divers	1 132 512		4 079	-41 550	1 095 041
Matériel de transport	0				0
Matériel informatique et mobilier de bureau	352 652		6 776		359 429
Matériels Auto-portés	1 481 813		721 336	-455 738	1 747 411
Valeur brute	3 054 657	0	734 151	-497 288	3 291 520
Installations générales constructions	14 483				14 483
Installations tech, mat et outillages ind.	60 352		3 950	0	64 302
Installations générales agencements, aménagements divers	841 719		109 850	-40 185	911 384
Matériel de transport	0		0	0	0
Matériel informatique et mobilier de bureau	305 733		13 046	0	318 779
Matériels Auto-portés	876 901		402 378	-166 956	1 112 322
Amortissements et pertes de valeur	2 099 187	0	529 225	-207 141	2 421 271
	955 470				870 249

32) Titres mis en équivalence

	30.09.2009	30.09.2008
LAUREA	0	0

Fin septembre 2009, PARSYS a acquis 45% de LAUREA ITALIA SRL.

	30.09.2009
Nombre de titres détenus	
Pourcentage d'intérêts	45,00%
Valeur d'équivalence à l'ouverture	0
Variation de périmètre ou du pourcentage détenu	4 500
Autres variations de capitaux propres	
Ecart d'acquisition	-6 244
Provision	1 744
Valeur d'équivalence à la clôture	0
Valeur d'acquisition à l'ouverture	0
Augmentation	4 500
Diminution	
Valeur d'acquisition à la clôture	4 500
Impôts différés passifs à l'ouverture	
Augmentation	
Diminution	
Impôts différés passifs à la clôture	

Les éléments significatifs des états financiers de LAUREA ITALIA SRL sont les suivants :

	31.08.2009
Actifs non courants	5 305
Actifs courants	266 893
Total de l'actif	272 198
Capitaux propres (part du Groupe)	-3 873
Intérêts minoritaires	
Passifs non courants	6 805
Passifs courants	269 266
Total du passif	272 198
Chiffre d'affaires	426 077
Résultat opérationnel courant	14 900
Résultat opérationnel	14 901
Résultat financier	-976
Résultat avant impôt	13 925
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 579
Résultat net (part du groupe)	

33) Autres actifs financiers non courants

	Dépôts	Créance ste mise en équivalence	Prêts et créances	Gage Espèces	30.09.2009	Dépôts	Prêts et créances	Gage Espèces	30.09.2008
Actifs financiers, solde d'ouverture	114 197		21 722	4 204 048	4 339 968	118 471	21 722	4 204 048	4 344 242
Valeur brute	114 197		21 722	4 204 048	4 339 968	118 471	21 722	4 204 048	4 344 242
Cumul des pertes de valeur					0				0
Investissements	23 026	65 500			88 526	12 567			12 567
Cessions, remboursements	-41 437				-41 437	-16 840			-16 840
Transferts (vers) d'autres rubriques	-12 170			-4 204 048	-4 216 218				0
Augmentation (diminution) provenant des variations de la juste valeur					0				0
Actifs financiers, solde de clôture	83 616	65 500	21 722	0	170 838	114 197	21 722	4 204 048	4 339 968
Valeur Brute	83 616	65 500	21 722	0	170 838	114 197	21 722	4 204 048	4 339 968
Cumul des pertes de valeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0

La rubrique Gage Espèces correspond aux sommes perçues suite au jugement de 1^{ère} instance dans le cadre du litige avec LEASEPLAN relatif à l'acquisition d'EFSI. Ces sommes avaient été déposées sur un compte bancaire gagé et donc indisponible. La décision d'appel a mis fin au gage espèce et les sommes ont été transférées en trésorerie au cours de l'exercice clos au 30/09/09.

34) Autres actifs non courants

Autres Créances diverses			Règlements /	Passé en		
	Au 30/09/08	Augmentation	Provision non utilisée	perles / Provision utilisée	Reclassement	Au 30/09/09
Valeur Brute (1)	1 238 053	0	-1 238 053	0	0	0
Provisions	-1 238 053	0	1 238 053	0	0	0

(1) produit à recevoir sur litige EFSI

35) Impôts différés actif

Ils correspondent au 30/09/09 d'une part à l'activation des pertes fiscales reportables de PARSYS, estimée sur la base des bénéfices prévus selon le business plan à 4 ans établi par la Direction, et d'autre part aux impôts afférents aux différences temporaires.

	30.09.2009	30.09.2008
Déficits fiscaux reportables de PARSYS SA	19 334 639	27 636 117
Déficit activé	12 026 413	20 328 926
Différence temporaire	706 322	2 759 861
Taux d'impôt différé	33,33%	33,33%
Impôt différé actif	4 243 821	7 695 493
Dont activité location	997 735	4 738 389
activité santé	3 246 086	2 957 103

36) Stocks et en-cours

	30.09.2009			30.09.2008		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Stock "longue durée"						
Nouveaux matériels	271 286	0	271 286	687 930	-2 359	685 571
Encours	141 967	0	141 967	0	0	0
Stock "Fin de contrat"	230 589	-112 924	117 665	261 052	-75 353	185 699
Stock EFSI			0	1 238 053	-1 238 053	0
Stock Santé						
Matières consommables	283 596		283 596	283 596		283 596
Produits semi-finis	816 503		816 503	850 176		850 176
TOTAL	1 743 941	-112 924	1 631 017	3 320 806	-1 315 765	2 005 041
Dont :						
Location			530 918			871 269
Santé			1 100 099			1 133 772

37) Clients

	30.09.2009	30.09.2008
Créances Clients	8 422 959	1 483 483
Créances douteuses et litigieuses	191 055	910 342
Effets en portefeuille	13 615	
Factures à établir	129 408	50 326
A déduire : provision pour dépréciation	-163 233	-619 344
Valeur nette	8 593 804	1 824 807

Echéancier des créances clients	TOTAL	0 - 30 J	30 - 60 J	60 - 90 J	90 - 180 J	> 180 J
Réglées entre le 01/10/09 et le 30/11/09	6 603 970					
Non réglées au 30/11/09	1 818 989	37 076	1 726 688	48 347	21 981	-15 102
	8 422 959					

Evolution des créances douteuses	Au 30/09/08	Augmentation	Règlements	Passé en pertes	Au 30/09/09
Brut	910 342	22 283	-166 282	-575 288	191 055

Evolution des dépréciations	Au 30/09/08	Dotation	Reprise non Utilisée	Reprise utilisée	Au 30/09/09
Dépréciations	-619 344	-22 120	139 031	339 200	-163 233

38) Autres actifs courants

	30.09.2009	30.09.2008
Avances et acomptes versés	298 033	167 230
Créances sur l'Etat (1)	1 092 126	781 647
Créances sur le personnel	10 917	20 770
Créances auprès des organismes sociaux		152
Autres créances diverses	38 072	3 016 194
Charges constatées d'avance	109 372	84 117
Valeur brute	1 548 519	4 070 111
A déduire : provision pour dépréciation (2)		-2 986 308
Valeur nette	1 548 519	1 083 802
(1) créances sur l'état		
Produit à recevoir / Etat	91 452	136 531
TVA Française	1 000 674	132 535
TVA Etrangère		512 581
(2) dépréciations		
sur autres créances diverses		-2 979 452
sur avances et acomptes versée		-6 857

Les mouvements sur autres créances diverses s'analysent comme suit :

Autres Créances diverses			Règlements /		Passé en		Au 30/09/09
	Au 30/09/08	Augmentation	Provision non utilisée	Provision utilisée	Reclassement	Au 30/09/08	
Valeur Brute	3 016 194	572	0	-2 979 452	758	38 072	
Provisions	-2 979 452	0	0	2 979 452	0	0	

39) Capitaux propres

Le capital de la société est composé de la façon suivante :

	Nombre d'actions	dont actions à droit de vote double (*)	Valeur nominale
au 30/09/09	1 541 667	839 882	3,00
au 30/09/08	1 541 667	839 857	3,00
au 30/09/07	1 541 667	839 857	3,00

Actions auto détenues : Néant

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Européenne.

40) Emprunts auprès des établissements de crédit, endettement financier net et instruments financiers

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond :

- aux montants figurant au passif du bilan sous les postes « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit », courants comme non courants,
- aux apports des actionnaires figurant au poste « emprunts et dettes financières diverses »
- aux dettes issues du plan de continuation figurant dans les différents postes du passif du bilan autres que sous le poste « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit »
- diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan sous la rubrique du même nom.

Endettement financier net		30.09.2009	30.09.2008
Emprunts à plus d'un an et moins de cinq ans		2 341 939	2 551 578
Emprunts à plus de cinq ans		0	728 027
Passifs financiers non courants	I	2 341 939	3 279 605
Emprunts à moins d'un an		207 177	1 076 253
Intérêts courus		4 468	5 054
Banques créditrices (*)		135 258	60 568
Passifs financiers courants	II	346 903	1 141 875
Comptes courants d'actionnaires			1 745 018
Autres Passifs financiers courants	III	0	1 745 018
Dettes du plan de continuation figurant en :			
Autres passifs non courants		4 961 768	5 806 876
Fournisseurs		123 724	397 575
Dettes fiscales et sociales		413 756	1 469 745
Autres dettes courantes		45 056	139 779
Autres Passifs	IV	5 544 304	7 813 974
Total Passifs	V = I + II + III + IV	8 233 147	13 980 472
dont Taux fixe			
Taux variable		8 233 147	13 980 472
Disponibilités		3 227 137	643 394
Trésorerie et équivalents de trésorerie	VI	3 227 137	643 394
Endettement financier net	(V - VI)	5 006 010	13 337 078

Précision : Les emprunts à plus d'un et à moins d'un an sont aussi des dettes du plan de continuation.

Les dettes du plan de continuation ont été à l'origine étalées sur 10 ans et ne portent pas intérêt. Au 30/09/09, il reste 5 échéances de plan à payer. Ces dettes ont été comptabilisées à leur juste valeur par résultat, c'est-à-dire avec une décote de manière à ramener leur taux d'intérêt effectif à celui d'une dette normale. Le taux d'intérêt retenu est de 5%, taux auquel le groupe pourrait se refinancer auprès d'un organisme de crédit. Les variations annuelles de juste valeur sont inscrits au compte de résultat sur la ligne « autres charges financières ».

L'échéancier de remboursement en valeur nominale ainsi que l'effet de l'actualisation sont donnés ci-après :

	2008 - 2009	2009 - 2010	2010 - 2011	2011 - 2012	2012 - 2013	2013 - 2014	TOTAL
Au 30/09/09							
Valeur nominale Emprunts		217 536	217 536	217 536	1 218 202	1 218 202	3 089 013
Fournisseurs		128 784	106 240	106 240	595 666	598 103	1 535 033
Fiscal Social		428 309	305 610	305 610	1 711 418	1 800 236	4 551 183
Clients Créditeurs		47 069	42 285	42 285	236 797	236 797	605 233
ST		821 698	671 671	671 671	3 762 083	3 853 339	9 780 463
Juste valeur Emprunts		207 177	197 312	187 916	1 002 218	954 494	2 549 117
Fournisseurs		123 724	96 363	91 774	490 056	468 630	1 270 547
Fiscal Social		413 756	277 198	263 998	1 407 988	1 410 532	3 773 471
Clients Créditeurs		45 056	38 354	36 527	194 813	185 536	500 287
ST		789 713	609 226	580 215	3 095 075	3 019 192	8 093 421
Ecart d'actualisation		31 984	62 446	91 456	667 008	834 147	1 687 041
Au 30/09/08							
Valeur nominale Emprunts	1 105 289	609 766	731 719	731 719	975 626	975 626	5 129 746
Fournisseurs	411 753	297 946	357 536	357 536	476 714	476 903	2 378 389
Fiscal Social	1 502 287	683 385	820 062	820 062	1 130 669	1 144 981	6 101 445
Clients Créditeurs	143 860	85 714	102 857	102 857	137 143	137 143	709 576
ST	3 163 190	1 676 812	2 012 174	2 012 174	2 720 152	2 734 653	14 319 156
Juste valeur Emprunts	1 076 253	553 076	632 087	601 987	764 428	728 027	4 355 858
Fournisseurs	397 575	270 246	308 853	294 146	373 518	355 873	2 000 210
Fiscal Social	1 469 745	619 850	708 400	674 667	885 909	854 403	5 212 973
Clients Créditeurs	139 779	77 746	88 852	84 621	107 455	102 338	600 791
ST	3 083 352	1 520 918	1 738 192	1 655 421	2 131 310	2 040 641	12 169 833
Ecart d'actualisation	79 839	155 894	273 982	356 754	588 842	694 013	2 149 323

A noter :

- les emprunts sont inscrits au poste « Emprunts auprès des établissements de crédit », la part à moins d'un an en courant et celle à plus d'un an en non courant
- les dettes fournisseurs, fiscal-social et clients créditeurs sont inscrits pour la part à moins d'un an au poste de dette concerné et pour la part à plus d'un an en « autres passifs non courants »

Si le taux d'intérêt retenu avait varié de 1%, l'incidence aurait été la suivante :

	30/09/2009		30/09/2008	
	Var -1%	Var +1%	Var -1%	Var +1%
Valeur Nominale	9 780 463		14 319 156	
Juste valeur	8 396 984	7 804 773	12 554 845	11 804 414
Ecart	1 383 479	1 975 689	1 764 310	2 514 742
Incidence résultat	81 450	-76 771	94 158	-86 211
Incidence Bilan	-303 563	288 648	-385 013	365 419

Au cours de l'exercice, le Tribunal de Commerce a autorisé une modification substantielle du plan de continuation : le rythme de remboursement a été modifié et il a été proposé aux créanciers un remboursement partiel de 40% du solde de leur créance contre un abandon du reste.

	Avant	Après
5 ème échéance	10%	5%
6 ème échéance	10%	5%
7 ème échéance	12%	5%
8 ème échéance	12%	5%
9 ème échéance	16%	28%
10 ème échéance	16%	28%

en % de la dette initiale

L'évolution de la dette en valeur nominale a été la suivante au cours de l'exercice :

	En Valeur Nominale
Valeur nominale au 30/09/08	14 319 156
Règlement échances	-2 004 215
Compensation	-12 170
Proposition 40%	
Règlement	-1 008 923
Abandon	-1 513 385
Valeur nominale au 30/09/09	9 780 463

Les instruments financiers dont dispose le groupe sont les suivants :

	Instruments financiers					
	Montant			Analyse par catégorie d'instruments financiers		
	Valeur comptable	juste valeur	juste valeur par résultat	prêts et créances	actifs financiers disponibles à la vente	dettes au coût amorti
Au 30/09/2009						
Autres actifs financiers non courants	170 838	170 838		170 838		
Autres actifs non courants	0	0		0		
Clients	8 593 804	8 593 804		8 593 804		
Autres actifs courants	347 021	347 021		347 021		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 227 137	3 227 137	3 227 137			
Total Actifs financiers	12 338 801	12 338 801	3 227 137	9 111 664	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit >1 an	2 341 939	2 341 939	2 341 939			
Emprunts auprès des établissements de crédit <1 an	346 903	346 903	346 903			
Autres passifs non courants	5 135 740	5 135 740	4 961 768	173 971		
Fournisseurs	6 781 882	6 781 882	123 724	6 658 158		
Autres dettes courantes	1 626 621	1 626 621	45 056	1 581 565		
Total Passifs financiers	16 233 086	16 233 086	7 819 391	8 413 694	0	0
Au 30/09/2008						
Autres actifs financiers non courants	4 339 968	4 339 968		4 339 968		
Autres actifs non courants	0	0				
Clients	1 824 807	1 824 807		1 824 807		
Autres actifs courants	217 886	217 886		217 886		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	643 394	643 394	643 394			
Total Actifs financiers	7 026 055	7 026 055	# 643 394	6 382 661	0	0
L'Emprunts auprès des établissements de crédit >1 an	3 279 605	3 279 605	3 279 605			
Emprunts auprès des établissements de crédit <1 an	1 141 875	1 141 875	1 141 875			
Autres passifs non courants	10 245 788	10 245 788	5 806 876	4 438 912		
Emprunts et dettes financières divers	1 745 018	1 745 018	1 745 018			
Fournisseurs	2 771 679	2 771 679	397 575	2 374 105		
Autres dettes courantes	812 621	812 621	139 779	672 842		
Total Passifs financiers	19 996 586	19 996 586	# 12 510 727	7 485 859	0	0

Catégorie d'instrument financier	Intérêts	juste valeur	TOTAL
2009			
Juste valeur par résultat	90 655	-447 126	-356 471
Prêts et créances	-56 897	-3	-56 900
Dettes au coût amorti			0
Total gains et pertes financiers nets	33 758	-447 129	-413 371
2008			
Juste valeur par résultat	295 802	-536 790	-240 987
Prêts et créances	-84 667	-2	-84 668
Dettes au coût amorti			0
Total gains et pertes financiers nets	211 135	-536 791	-325 656

Les justes valeurs sont déterminées ainsi :

- Dette issues du plan de continuation : la juste valeur correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs générés par le remboursement du principal et des dettes, actualisés aux taux d'intérêt du marché à la date de la clôture
- Créances et dettes d'exploitation hors dettes issues du plan de continuation : la juste valeur correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des délais de paiement et de règlement

Les principaux risques financiers auxquels le groupe est soumis sont les suivants :

- Risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers, qui représente l'exposition maximale au risque de crédit est de 12.337 K€ au 30/09/2009 contre 7.026 K€ au 30/09/2008. Le détail par type de créance figure au tableau « instruments financiers ». La mesure du risque encouru par le groupe, et en particulier celui relatif aux créances clients, est analysé dans chaque rubrique du bilan.

- Risque de liquidités

Le financement du groupe repose principalement sur les dettes issues du plan de continuation dont les échéances sont exposées ci-dessus

- Risque de taux

L'exposition au risque de taux d'intérêt pour le groupe provient essentiellement de son endettement financier. L'incidence de la variation du taux est exposée ci-dessus

41) Autres passifs non courants

	30.09.2009	30.09.2008
Gage espèces		4 204 048
Dépôt client	173 971	234 864
Dettes du plan de continuation		
Fournisseurs	1 146 822	1 602 635
Fiscal Social	3 359 715	3 743 228
Clients Crédoiteurs	455 231	461 012
ST	4 961 768	5 806 876
TOTAL	5 135 739	10 245 788

Le gage espèces est la contrepartie du montant figurant en « autres actifs financiers non courants ».

42) Provisions non courantes

Les provisions non courantes, non directement liées aux cycles d'exploitation, concernent les éléments suivants :

	30.09.2008	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.09.2009
Intérêts sur gage espèce	406 953			-406 953	0
Actions gratuites	159 744		-159 744		0
Restructurations (prud'hommes)	77 356	277 992	-15 765		339 583
Litige	310 141		-310 141		0
Divers	7 475		-5 254		2 221
Provision Laurea ITALIA srl		1 744			1 744
Avantages postérieurs à l'emploi	56 895	11 767			68 662
Total	1 018 563	291 503	-490 904	-406 953	412 209

a. Intérêts sur gage espèces

Il s'agissait de la couverture du risque de reversement des intérêts perçus sur le compte gage espèce si celui-ci ne devait être restitué par PARSYS dans le cadre de la procédure avec LEASEPLAN

b. Actions gratuites

Provision destinée à couvrir des sommes à verser aux salariés, versées à la solution du litige avec LEASEPLAN, suite à l'annulation d'un plan d'attribution d'actions gratuites.

c. Restructurations

Provision destinée à couvrir des litiges avec des salariés.

d. Litige

Provision destinée à couvrir les sommes à verser suite à condamnation en première instance (litige SANIMAT)

e. Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi couverts par des provisions concernent les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel employé en France qui sont des indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite. Les provisions sont calculées sur la base des hypothèses suivantes :

	30.09.2009	30.09.2008
Age de la retraite	65 ans	65 ans
Turn-over :		
20-30 ans	7%	7%
30-40 ans	4%	4%
40-50 ans	2%	2%
50-60 ans	1%	1%
Taux d'actualisation	5,00%	5,00%
Table de mortalité retenue	TD 2004-2006	TD 2004-2006
Taux de revalorisation des salaires	2,00%	2,00%

Les provisions pour indemnités de retraite s'analysent ainsi :

Montants reconnus au bilan

	30.09.2009	30.09.2008
Charges à payer (passif net au bilan)	68 662	56 895
Charges constatées d'avance (actif net au bilan)		
Montant net reconnu au bilan	68 662	56 895

Evolution des engagements au cours de l'exercice (passifs)

	30.09.2009	30.09.2008
Variation de périmètre	56 895	64 033
Coûts des services rendus	11 855	6 683
Coût financier	2 705	2 391
Cotisations des participants au régime		
Ecart actuariel		
Variation de change		
Prestations payées	-814	-10 447
Coût des services passés	-202	2 688
Réduction	-1 777	-8 453
Liquidation		
	11 767	-7 138
	68 662	56 895

43) Impôts différés passif

Il s'agit des impôts différés sur les ajustements de juste valeur et l'activation de frais de recherche développement.

44) Fournisseurs et comptes rattachés

	30.09.2009	30.09.2008
Dettes du plan de continuation	123 724	397 575
Fournisseurs	280 274	1 339 471
Factures non parvenues	6 377 884	1 034 634
	6 781 882	2 771 679

45) Dettes fiscales et sociales

	30.09.2009	30.09.2008
Dettes du plan de continuation	413 756	1 469 745
Dettes sociales	350 570	466 293
Dettes fiscales	60 248	293 501
	824 573	2 229 539

46) Autres dettes courantes

	30.09.2009	30.09.2008
Dettes du plan de continuation	45 056	139 779
Préfinancements	1 443 494	152 757
Avances et acomptes reçus	60 893	151 589
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 222	
Créditeurs divers	71 956	368 496
Produits constatés d'avance	26 760	201 419
	1 653 381	1 014 040

47) Provisions courantes

La variation des provisions courantes, s'analyse ainsi :

	30.09.2008	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.09.2009
Charge sur dénouement de contrats	436 746		-208 341		228 406
Charge de rachat de Valeur résiduelle	24 080				24 080
Charge de commission	1 452		-1 452		0
Divers	2 570		-2 570		-0
					0
	464 848				252 486

48) Passif d'impôt exigible

	30.09.2009	30.09.2008
TVA à payer	1 042 532	

49) Informations sectorielles

	30/09/2009			30/09/2008		
	Location	Santé	Cumul	Location	Santé	Cumul
Chiffre d'affaires	14 987 262	130 198	15 117 460	18 672 892	209 812	18 882 704
Marge Brute	3 029 398	79 623	3 109 020	4 789 107	96 245	4 885 352
dont amort et prov	-343 945	0	-343 945	-133 282		-133 282
Autres produits	0	413 210	413 210		1 425	1 425
Refact. internes	360 000	-360 000	0	360 000	-360 000	0
Charges externes	-1 637 273	-343 715	-1 980 989	-1 644 162	-578 116	-2 222 279
Impôts et taxes	-169 257	-35 766	-205 023	-205 565	-16 861	-222 427
Charges salariales	-2 061 742	-365 470	-2 427 212	-2 464 508	-886 415	-3 350 923
transferts	7 373		7 373	751		751
ST Frais généraux	-3 500 900	-691 742	-4 192 641	-3 953 485	-1 839 967	-5 793 453
EBITDA	-127 557	-612 119	-739 676	968 903	-1 743 722	-774 819
Amortissements	-83 873	-221 349	-305 222	-112 843	-220 490	-333 333
Provisions	53 820		53 820	-219 967		-219 967
autres charges	143 448		143 448	-6 352	-3	-6 354
Résultat d'exploitation	-358 107	-833 468	-1 191 575	496 460	-1 964 215	-1 467 755
Retraitements de consolidation			-107 653			676 891
Résultat opérationnel courant			-1 299 228			-790 864

Les données relatives aux actifs non courants sont les suivantes :

	30/09/2009			30/09/2008		
	Location	Santé	Cumul	Location	Santé	Cumul
Écarts d'acquisition - Goodwill	6 244		6 244			0
Immobilisations incorporelles	3 149	1 458 346	1 461 495	4 170	1 359 149	1 363 319
Immobilisations corporelles	852 493	17 756	870 249	900 951	54 519	955 470
Immeubles de placement			0			0
Titres mis en équivalence			0			0
Autres actifs financiers non courants	170 838		170 838	4 339 968		4 339 968
Autres actifs non courants			0			0
Impôts différés	997 735	3 246 086	4 243 821	4 738 389	2 957 103	7 695 493
ACTIFS NON COURANTS	2 030 459	4 722 187	6 752 647	9 983 478	4 370 771	14 354 250

50) Autres produits et charges opérationnels non courants

	30.09.2009	30.09.2008
Honoraires de procédures	-513 582	-143 220
Abandon de créance / dettes plan continuation	1 513 385	
provision Intérêts gage espèce	406 953	-180 624
Licenciements & litiges sociaux	-348 867	-2 046
Indemnité GLS	10 292 020	
Provision / cession filiale	0	2 027 025
Litiges commerciaux	10 105	-229 644
Provision / produit à recevoir	0	-1 238 053
Provision / prime exceptionnelle (ex actions gratuites)	0	-159 744
Divers	179 869	26 757
Variation provision pour retraite	-11 767	7 138
	11 528 115	107 589

51) Impôt sur les sociétés

La charge d'impôts s'analyse ainsi :

	30.09.2009	30.09.2008
Impôt courant	-197 606	-229 630
Impôts différés	3 261 694	51 509
(Impôt) crédit d'impôt	3 064 088	-178 121

La charge d'impôt sur les sociétés correspond à l'impôt dû au titre de la période. L'impôt courant correspond au crédit impôt recherche.

Rapprochement entre le taux légal en France et le taux d'imposition effectif

	30.09.2009	30.09.2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 751 428	-830 810
Charge (produit) d'impôt sur les sociétés	3 064 088	-178 121
Amortissement (reprise) des écarts d'acquisition		
Perte (profit) de dilution des sociétés mises en équivalence		
Charge (produit) d'impôt sur les sociétés inclus dans le résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		
Résultat des sociétés mises en équivalence inclus dans le résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	9 815 515	-1 008 931
Taux courant d'imposition en France	33,33%	33,33%
Charge (produit) d'impôt théorique	3 271 838	-336 310
Effets sur l'impôt théorique :		
. des différences permanentes	246	1 212
. des différences temporaires		
. Crédit impôt recherche	-197 606	-229 630
. des déficits fiscaux nés dans l'exercice et non activés		386 607
. des déficits fiscaux non reconnus précédemment		
. des éléments divers	-10 391	
Charge (crédit) d'impôt réel	3 064 088	-178 121
Taux effectif d'impôt	31,22%	17,65%

52) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions auto détenues.

(en euros)	30.09.2009	30.09.2008
Résultat net part du groupe	6 751 428	-830 810
Nombre d'actions pondérées	1 541 667	1 541 667
Résultat net dilué par action	4,38	-0,54

53) Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et passifs éventuels

Le Groupe, dans le cadre de ses activités, est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements font l'objet de provisions (engagements liés aux retraites et autres avantages accordés au personnel, litiges...).

Les engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

Type d'engagement	Société concernée	2009 EUR	2008 EUR
Engagements donnés			
Rachat de valeurs résiduelles Il s'agit du montant des "valeurs résiduelles" de matériels que PARSYS s'est engagée à racheter auprès des financeurs à l'échéance des contrats de location "longue durée". Cette valeur représente le maximum des engagements de PARSYS.	PARSYS	115	145
Nantissement de fonds de commerce et de marque au profit du Crédit Lyonnais	PARSYS	2 130	2 700
Reversement à ING de loyers futurs sur un client suite à la cession à ING de la chaîne de loyers	PARSYS	235	386
Versement d'un complément de prix sur achats des titres PARSYS SANTE aux minoritaires en fonction des bénéfices futurs de l'activité SANTE et de la situation nette déterminés comme si la société n'avait pas fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine.	PARSYS	mémoire (1)	mémoire
TOTAL		2 480	3 231
Engagements reçus			
Néant		-	-
TOTAL		-	-
Engagements réciproques			
Néant		-	-
TOTAL		-	-

(1) Compte tenu du cumul des déficits initiaux et des prévisions de résultat sur la période de garantie, aucun complément de prix ne serait à verser

54) Effectif et droit à la formation

Les effectifs du Groupe, hors activités abandonnées ou en cours de cession, ont évolué comme suit :

	30.09.2009	30.09.2008
Cadres	24	30
Non cadres	13	15
	37	45
Dont		
Location	30	35
Santé	7	10

Les effectifs communs aux deux activités ont été ventilés au prorata de leur refacturation interne.

La loi du 4 mai 2004 ouvre pour les salariés des entreprises françaises un droit à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans.

Les dépenses engagées dans le cadre de ce droit individuel à la formation (DIF) sont considérées comme des charges de la période et ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une provision, sauf situation exceptionnelle.

55) Informations relatives aux parties liées

a. Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction

Les conditions de rémunération des mandataires sociaux du groupe sont arrêtées par le conseil de surveillance. L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux membres des organes de surveillance et de la direction du groupe, s'établit comme suit :

	Rémunérations brutes	Charges sociales	30.09.2009	Rémunérations brutes	Charges sociales	30.09.2008
Avantages à court terme (*)	325 467	130 188	455 655	319 232	130 285	449 517
Indemnité de fin de contrat						
	325 467	130 188	455 655	319 232	130 285	449 517

(*) Par « avantages à court terme », il faut entendre la rémunération proprement dite, les congés payés, les primes, l'intéressement, les avantages en nature et la participation des salariés.

b. Autres transactions avec les parties liées

Les diverses transactions avec les parties liées, conclues aux conditions du marché, s'apprécient ainsi :

	30.09.2009			30.09.2008		
	Charges	Produits	Créances (dettes)	Charges	Produits	Créances (dettes)
	<i>SCPS exploitation</i>	272 492		-22 350	231 000	
<i>financier</i>	56 897			198 585		-1 745 018
<i>Laurea Italie financier</i>			65 500			
	329 389		43 150	429 585		-1 796 719

SCPS est la société mère de PARSYS SA

56) Charges financières

La ventilation des produits et charges financières par nature est la suivante :

	2009	2008
Produits d'intérêt et assimilés	131 087	351 738
Charges d'intérêt et assimilés	-82 174	-110 592
Coût de l'endettement financier net	48 914	241 145
Produits (Charges) de change	-3	-2
Produits (Charges) autres (1)	-462 282	-566 800
Autres produits et charges financiers	-462 285	-566 801
Résultat financier	-413 371	-325 656

(1) actualisation des créances

La ventilation des gains et pertes par catégorie comptable d'actifs et de passifs financiers se trouve à la note 40.

François BOUEIL
24 rue Louis Girard
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

IDF EXPERTISE & CONSEIL
23 rue Paul Valéry
75116 PARIS

PARSYS SA

Société Anonyme au capital de 4 625 001 €
Siège Social : 2, rue du Centre – 93 885 Noisy Le Grand cedex
RCS BOBIGNY 382 824 738

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société PARSYS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous formulons une réserve sur le point suivant :

- La note 21 de l'annexe présente la méthode retenue par votre société pour comptabiliser des impôts différés à l'actif du bilan, relatifs à des déficits fiscaux reportables, pour un montant de 4.008 K€ Cette méthode prend notamment en considération les prévisions d'activités à 4 ans établies par la Direction, dont nous avons par ailleurs contrôlé la cohérence en termes de traduction chiffrée.

En l'absence d'historique récent de bénéfice opérationnel courant, qui s'explique notamment par le lancement d'une nouvelle activité, et conformément aux préconisations des paragraphes 34 et 36 de la norme IAS 12, nous ne sommes pas en mesure d'estimer le caractère probant de la réalisation de bénéfices imposables futurs justifiant la comptabilisation à l'actif desdits impôts différés.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés en annexe :

- Le paragraphe « Situation de la société » présenté en préambule de l'annexe expose l'incertitude relative à la continuité de l'exploitation.
- Le paragraphe « 2- Litiges en cours » du préambule de l'annexe présente l'avancement des principaux litiges existant au niveau du groupe ainsi que leur traduction comptable.
- Le paragraphe « Faits caractéristiques de la période » et les Notes « 8 – Tests de dépréciation » et « 12 – Immobilisations incorporelles » de l'annexe exposent les principes de comptabilisation à l'actif et d'évaluation des frais de développement et des immobilisations incorporelles.

2 JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie de notre rapport :

- Le paragraphe « Faits caractéristiques de la période - Situation de la société PARSYS » de l'annexe expose l'incertitude relative à la continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information pertinente sur la situation de la société au regard de l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation.

- Le paragraphe « Faits caractéristiques de la période - 2- Litiges en cours » de l'annexe présente l'avancement des principaux litiges existant au niveau du groupe. Votre société constitue à ce titre et plus généralement dans le cadre de ses activités (cf. Notes 19, 20 et 42 de l'annexe) des provisions.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction et à vérifier que l'annexe donne une information pertinente sur les risques et litiges.

- Le paragraphe « Faits caractéristiques de la période » et les Notes « 8 – Tests de dépréciation » et « 12 – Immobilisations incorporelles » de l'annexe exposent les principes de comptabilisation à l'actif et d'évaluation des frais de développement et des immobilisations incorporelles.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement et des immobilisations incorporelles, ainsi que celles retenues pour leur amortissement ou

dépréciation et pour la vérification de la valeur actuelle (test de dépréciation). Nous nous sommes également assurés que les notes correspondantes de l'annexe fournissent une information appropriée, notamment sur le caractère à ce jour non profitable de l'activité à laquelle se rattachent ces coûts.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Vélizy-Villacoublay et à Paris, le 28 janvier 2010

François BOUEIL

IDF EXPERTISE & CONSEIL

NEXIA International

Représentée par

Eric CHAPUS

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL PARSYS 2008-2009

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'entreprise comprise dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'entreprise comprise dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Jean Louis SCHMITLIN
Président du Directoire